

Jeunesse et engagement politique en République Démocratique du Congo

Germain KUNA MABA MAMBUKU

Professeur de Science Politique

Université de Kinshasa



Jeunesse et engagement politique en République Démocratique du Congo

Germain KUNA MABA MAMBUKU

Professeur de Science Politique
Université de Kinshasa

Kinshasa, Septembre 2022

Cette étude a été menée avec l'appui financier de la Konrad Adenauer Stiftung en République Démocratique du Congo. Le contenu ne reflète que le point de vue de son auteur.

Supervision :

Jakob KERSTAN,
Représentant Résident de la KAS en RDC

Coordination

Prof. Félicien KABAMBA MBAMBU,
Chef de Programme Pays de la KAS

Chercheur et auteur

Germain KUNA MABA MAMBUKU,
Professeur de Science Politique
Université de Kinshasa

Copyright :

Konrad-Adenauer-Stiftung
Kinshasa, Septembre 2022

Mise en page et infographie
Giley's Design/ Seth Gilembe

TABLE DES MATIERES

Préface	9
Sommaire Exécutif	11
Liste des abréviations	14
Listes des tableaux, encadres et graphique	16
INTRODUCTION	17
1. Contexte et problématisation de l'étude	17
2. Revue de littérature.....	20
3. Objectifs de l'étude.....	24
3.1. Objectif global.....	24
3.2. Objectifs spécifiques.....	24
4. Méthodologie de recherche	25
4.1. Les étapes de la réalisation de l'étude	25
4.2. Méthodologie de collecte et de traitement des données	25
5. Ossature du travail	26
CHAPITRE I : NOTION GENERALE SUR L'ENGAGEMENT POLITIQUE ET LA JEUNESSE	27
Section. 1. L'engagement politique.....	27
§1. Définition.....	27
§2. La typologie de l'engagement politique	28
§3. Les déterminants de l'engagement politique	31
§4. Comment s'engage-t-on en politique ?.....	33
Section 2. Notion de la jeunesse.....	34
§1. Définition.....	34
§2. L'âge de la jeunesse	35
§3. Les cinq étapes du passage de la jeunesse à l'âge adulte	36
§4. Les principales caractéristiques de la jeunesse	37
§5. La jeunesse : un état d'esprit	39
Section 3. L'engagement politique des jeunes.....	39

CHAPITRE II : TOPOGRAPHIE DE LA JEUNESSE CONGOLAISE 41

Section 1. Quelques données statistiques des jeunes congolais	41
Section 2. Cadre légal et réglementaire de la jeunesse congolaise.....	45
Section 3. Quelques problèmes rencontrés par la jeunesse congolaise..	46

CHAPITRE III : LES JEUNES CONGOLAIS ET LA POLITIQUE 48

Section 1. Engagement politique des jeunes dans des formations poli- tiques.....	48
§1. Les jeunes : la cible des partis politiques	48
§2. Les raisons pour lesquelles des jeunes adhèrent dans les forma- tions politiques	53
2.1. La recherche d'emploi.....	53
2.2. L'envie de faire la politique.....	54
2.3. L'opportunisme.....	55
2.4. Le souci de faire entendre sa voix et de changer les choses	56
§3. Les missions confiées aux jeunes dans les partis politiques.....	58
3.1. Les missions confiées aux jeunes de la première catégorie ...	58
3.2. Les missions confiées aux jeunes de la deuxième catégorie	58
Section 2. L'engagement politique des jeunes dans des mouvements asso- ciatifs	59
§1. Petit recul historique des mouvements associatifs en RDC	59
§2. Quelques principaux mouvements associatifs des jeunes.....	62
§3. Des actions politiques des organisations de la société civile des jeunes	64
3.1. Les plaidoyers et lobbyings	64
3.2. Des actions de mobilisation communautaire	67
3.3. Des interpellations des gouvernants	68
3.4. La participation aux activités politiques	68
§4. Des mouvements citoyens des jeunes	74
§5. Les raisons qui poussent les jeunes de s'engager politiquement par le biais des mouvements associatifs.....	77
Section 3. L'engagement politique des jeunes à travers la musique	78
§1. La musique : un moyen d'expression des jeunes	79
§2. Regard sur quelques chansons engagées et leurs auteurs	80
Section 4. De la présence des jeunes dans les institutions politiques.....	82



§1. Regard sur quelques jeunes qui sont dans les institutions	83
§2. Le mécanisme d'accès au pouvoir par les jeunes	86
2.1. Les relations familiales et amicales.....	86
2.2. La compétence et la loyauté à un mentor.....	88
2.3. Les efforts personnels des jeunes.....	88
Section 5. De l'engagement politique des jeunes filles	89
Section 6. Critiques et perspectives de l'engagement des jeunes en poli- tique.....	90
§1. Critiques de l'engagement des jeunes en politique.....	90
§2. Perspectives de l'engagement des jeunes en politique.....	93

CONCLUSION	96
-------------------	-----------

BIBLIOGRAPHIE	100
----------------------	------------



Préface

Après l'instabilité politique et sécuritaire qui a suivi la chute du régime Mobutu, la République Démocratique du Congo se relève petit à petit avec l'instauration du multipartisme et l'organisation des élections nationales et provinciales dont les résultats sont souvent contestés par les partis de l'opposition.

Ces partis et regroupements politiques sont pour la plupart faiblement structurés et souvent absents sur terrain faisant craindre un déficit d'alternative politique crédible.

Dans ce contexte difficile pour la quête de démocratie, la jeunesse a préféré opter pour de nouveaux leviers d'engagement, comme la création de start-up, le choix de l'activisme numérique ou encore le militantisme dans la société civile associative.

Le point de départ de cette évolution se situe dans les années 1990 avec la re-démocratisation de l'espace politique, ces jeunes avaient souvent été à l'avant-garde du changement exigeant principalement la transformation du système politique, avec à la clé, l'instauration d'une démocratie pluraliste dans laquelle ceux qui exercent le pouvoir rendent des comptes à ceux qui ne le détiennent pas.

Un autre aspect important de l'engagement politique et civique des jeunes concerne leur activisme au sein des organisations citoyennes comme la Lucha, le Filimbi et autres. Ils sont aujourd'hui de plus en plus nombreux à se recentrer sur les questions de démocratie au sein de ces mouvements. On assiste à des manifestations citoyennes sur des questions spécifiques liées au respect de la durée et du nombre du mandat du Chef de l'Etat, à la fin de l'état de siège, à l'insécurité à l'Est du pays, à l'abolition de la taxe RAM, etc.

En parcourant cette étude, ces questions sont abordées avec détails et minutie. L'auteur tente de construire une connaissance systématique sur l'en-

gagement politique des jeunes pour une meilleure intelligibilité du rapport jeunes et politique. Vous trouverez dans les pages qui suivent une analyse sur l'engagement politique de la jeunesse comme la cheville ouvrière des revendications politiques aussi bien dans les partis politiques, les mouvements citoyens et les associations des jeunes.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Jakob Kerstan
Représentant Résident de la KAS en RDC



Sommaire Exécutif

L'engagement politique des jeunes en République Démocratique du Congo date depuis la lutte pour l'indépendance. Cet engagement qui était remarquable au crépuscule de la colonisation a connu des moments de repli, durant la deuxième République, avant de revenir en force durant la transition pour s'amplifier, depuis 2006, avec le foisonnement des partis politiques et des Organisations de la Société Civile et la régularité des cycles électoraux. C'est pour dire que des jeunes s'engagent de plus en plus en politique par le biais des partis politiques alors que d'autres le font par le truchement des Organisations de la Société Civile ou de l'art. Il y a aussi de ces jeunes-là qui observent la politique de loin puisqu'ils la considèrent, non sans raison, comme une activité caractérisée par l'immoralité et la corruption.

En s'engageant en politique, de différentes manières, les jeunes congolais, dont l'âge varie entre 15 et 35 ans et qui représentent plus de la moitié de la population, aspirent en réalité à l'amélioration de leurs conditions de vie sociale : un emploi décent et bien rémunérateur, l'accès facile aux soins de santé, un réseau de transport efficient, la possibilité de trouver un logement décent, une démocratie qui rassure la liberté d'expression et d'opinion, le retour de la paix et de la sécurité, etc.

Les différentes manières de s'engager en politique et les maigres résultats qui en découlent en termes d'amélioration des conditions de vie permettent de comprendre que l'engagement politique des jeunes est tout sauf constructif, préparatif et boosteur du changement sociétal. Ce qui donne lieu à une jeunesse mal formée politiquement, dépourvue des valeurs morales et démocratiques intrinsèques et surtout sans modèles à suivre. Il est donc claire, dans ces conditions, que cette jeunesse, si elle se retrouve un jour aux commandes des affaires publiques, répètera les mêmes erreurs que leurs prédécesseurs et ce cycle de conformisme et d'inactivisme risque de pas finir un jour si l'on ne change pas la manière de faire aujourd'hui.

Ce changement des pratiques que l'on souhaite devra commencer par une prise de conscience des jeunes de leur rôle d'avant plan dans la transformation sociale ainsi que l'acquisition et le maintien des valeurs positives. L'école, les formations politiques, les églises, les organismes qui s'intéressent à l'éducation civique devraient aider les jeunes, à cet effet. Ces jeunes pleinement conscients de leur rôle ne seront pas nécessairement poussés à agir. C'est plutôt leur agir qui devra être encadré stratégiquement pour éviter des dérives et des conflits intergénérationnels.

Dès qu'ils sont conscients de leur rôle, les jeunes des partis politiques à l'occurrence devraient contribuer, par la réflexion et l'agir, à la réforme de leurs organisations politiques et s'assurer qu'ils participent effectivement aux processus décisionnels. Ce qui mettrait un terme aux pratiques honteuses du militantisme erroné et de la chosification de la jeunesse par les acteurs politiques.

Les jeunes des mouvements associatifs quant à eux doivent être encadrés, encouragés et soutenus pour qu'ils jouent efficacement leur rôle de groupe de pression. Il faudra absolument mettre fin aux associations de sous-traitance politique pour privilégier celles qui sont tournées vers des causes nobles, justes et nécessaires pour le développement harmonieux de la société.

Encourager les jeunes de recourir à leurs talents artistiques pour interpeller les dirigeants politiques, sensibiliser la communauté sur des questions de développement, condamner sans réserve les pratiques politiquement incorrectes est une autre forme d'engagement politique qu'il sied de promouvoir. Il revient aux mouvements associatifs des jeunes et des organismes d'éducation civique et politique d'aider les jeunes artistes, à travers des ateliers de formation et de sensibilisation, de basculer aussi vers la production des œuvres engagées.

L'on peut dire, en définitive qu'il est encore possible, en dépit de la réalité actuelle, de changer le rythme et le mode d'engagement politique des jeunes en RDC. Pour cela, le pouvoir public, les formations politiques et l'école devraient revoir leur système d'encadrement et de la formation de



la jeunesse. De même, les partenaires qui accompagnent les jeunes des OSC dans le cadre de l'éducation civique et politique devraient, quant à eux, poursuivre leurs efforts pour maintenir une génération des jeunes éveillés et actifs. Le point de chute dans cette entreprise demeure la sensibilisation des jeunes pour qu'ils se lèvent et prennent les devants afin d'assurer pleinement leur rôle dans la marche de la société. Les jeunes devraient dire non à n'être que des outils des politiciens, sans jamais être préparés à être des leaders responsables et exemplaires.

Liste des abréviations

ABAKO	: Alliance des Bakongo
ACO	: Avenir du Congo
ATD	: Alliance des Travailleurs pour le Développement
AFDC	: Alliance des Forces Démocratiques du Congo
AFDL	: Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo
AM	: Autorité Morale
AMP	: Alliance de la Majorité Présidentielle
ARC	: Alliance pour le Renouveau au Congo
ARREN	: Action du Rassemblement pour la Reconstruction et l'Edification Nationale
ASBL	: Association Sans But Lucratif
CACH	: Cap pour le Changement
CCU	: Convention des Congolais Unis
CDC	: Convention des Démocrates Chrétiens
CEI	: Commission Electorale Indépendante
CENCO	: Conférence Épiscopale Nationale du Congo
CENI	: Commission Electorale Nationale Indépendante
CNJ	: Conseil National de la jeunesse
CNSA	: Conseil National de Suivi de l'Accord et du Processus Electoral
CSAC	: Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication
DYNOP	: Dynamique de l'Opposition
ECIDE	: Engagement pour la Citoyenneté et le Développement
ECT	: Eveil de la Conscience pour le Travail et le Développement
EIC	: État Indépendant du Congo
EPR	: Ensemble pour la République
FCC	: Front Commun pour le Congo
FF	: Forces du Futur

FKA	: Fondation Konrad Adenauer
HCR-PT	: Haut Conseil de la République- Parlement de Transition
IDLP	: Institut pour la Démocratie et le Leadership Politique
IRI	: Institut Républicain International
LMD	: Licence-Master-Doctorat
IRI	: Institut International des Républicains
LUCHA	: Lutte pour le Changement
MLC	: Mouvement de Libération du Congo
MONUSCO	: Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo
MP	: Majorité Présidentielle
MPR	: Mouvement Populaire de la Révolution
MPR	: Musique Populaire de la Révolution
NDI	: National Democratic Institute
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OR	: Opposition Républicaine
OSC	: Organisation de la Société Civile
OSISA	: Open Society Initiative for Southern Africa
PALU	: Parti Lumumbiste Unifié
PDJ	: Parlement des Jeunes
PPRD	: Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie
PROGOU	: Gouverneur de province
PRO-YEN	: Programme National pour l'emploi des jeunes
PUK	: Presses de l'Université de Kinshasa
RDC	: République Démocratique du Congo
ROI	: Règlement d'Ordre Intérieur
UDPS	: Union pour la Démocratie et le Progrès Social
UNC	: Union pour la Nation Congolaise
UNIKIN	: Université de Kinshasa
USN	: Union Sacrée de la Nation

Listes des tableaux, encadres et graphique

1. Les tableaux

Tableau 1. Données statistiques de la jeunesse	29
Tableau 2. Liste des principaux mouvements associatifs des jeunes.....	45
Tableau 3. Liste des mouvements des jeunes associés aux acteurs politiques.....	52

2. Les encadrés

Encadré 1. Mobilisation des jeunes dans les quartiers populaires et dans les établissements d'enseignement supérieur	36
Encadré 2. Réaction d'une autorité face au plaidoyer d'une association des jeunes.....	49
Encadré 3. Photo d'une association de soutien du Président de la République.....	53
Encadré 4. Activité de soutien d'un groupe des jeunes leaders à un acteur politique.....	53

3. La graphique

Graphique 1. Données en secteurs.....	30
---------------------------------------	----



Introduction

1. Contexte et problématisation de l'étude

En République Démocratique du Congo, la population est à majorité jeune. Selon le plan national de la jeunesse, les jeunes entre 15 et 35 ans représentent plus de la moitié de la population¹. Il faut entre-temps distinguer plusieurs catégories de ces jeunes. Il y a, en premier lieu, des jeunes qui ont l'âge qui varie entre 12 et 18 ans, et dont certains d'entre eux sont dans le circuit scolaire ou en dehors de celui-ci. En deuxième lieu, il y a des jeunes dont l'âge varie entre 18 et 35 ans. Parmi eux, certains sont aux études, au moment où d'autres sont soit employés, soit entrepreneurs, soit encore chômeurs ou sans emploi.

Il faudra ajouter à cette première catégorisation selon la tranche d'âge, une deuxième, cette fois-ci en rapport avec le milieu de vie. A ce titre, l'on peut distinguer des jeunes des milieux urbains, des citadins et de la diaspora.

L'on peut ajouter une troisième catégorie. Celle-ci permet de distinguer des jeunes en fonction de leurs familles d'origine. Ainsi avons-nous, en premier lieu, des jeunes issus des familles aisées, avec des parents socialement et économiquement stables et qui leur offrent des opportunités pour qu'ils s'en sortent facilement dans la vie. En second lieu, l'on a des jeunes qui évoluent dans des familles modestes, sans ressources sûres et disposant des moyens de vie à peine réunis. Ces derniers doivent se battre tout seul, avec les moyens de bord, pour arriver à sortir si pas péniblement ou alors jamais la tête de l'eau.

Cette catégorisation est si fondamentale dans la mesure où elle permet d'ores et déjà de cerner, avec plus de justesse et de clarté, les jeunes qui sont effectivement concernés par l'engagement politique, d'une part, et d'autre part, la manière dont les jeunes s'engagent politiquement, en fonction de leur âge, niveau d'étude, conditions de vie, attente sociale, angoisse existentielle et perspectives d'avenir.

C'est ainsi que l'on peut sans doute constater que plusieurs jeunes connaissent effectivement les canaux qui peuvent leur permettre d'exercer leurs droits civils et politiques et de contribuer, par ailleurs, aux processus décisionnels qui ont un impact sur leur vie et celle de la communauté. Tout comme d'autres jeunes qui les ignorent carrément et demeurent spectateurs et/ou victimes d'un système politique et de ses ramifications. C'est justement ces deux cas de figure qui expliquent pourquoi plusieurs jeunes sont actifs politiquement au moment où d'autres sont pratiquement hors circuit ou dans la périphérie.

Il sied de remonter dans le temps pour comprendre que la question de l'engagement politique des jeunes se pose avant même la naissance de l'Etat congolais souverain. Un simple recul historique permet facilement de constater que tout au long de la vie politique congolaise, des jeunes, disons, certains jeunes, en nombre certes bien limité, ont toujours eu droit au chapitre politique, alors que d'autres, soit en ont été totalement exclus ou ont servi tout bonnement des marches pieds.

Quelques exemples tirés soigneusement du passé historique et du passé récent illustrent parfaitement cette réalité. Commençons par la lutte pour l'indépendance. Elle était menée par plusieurs jeunes qui avaient une moyenne d'âge de 35 ans. Joseph Kasa-Vubu, le tout premier président de la République, qui était qualifié de « kiboba »², c'est-à-dire, de vieillard, n'avait en réalité que 39 ans en 1956 lorsqu'il s'engagea dans la politique active. Patrice Lumumba devint premier ministre alors qu'il n'avait que 35 ans. La plupart de leaders de lutte pour l'indépendance, renseigne Kimpianga Mahaniah, étaient des jeunes³. L'on peut lire, dans le document sur la Politique Nationale de la Jeunesse ce qui suit :

« lorsque la République Démocratique du Congo accède à son indépendance le 30 Juin 1960, la jeunesse congolaise était en première ligne dans les revendications sociales, politiques et économiques »⁴.

2 KIMPIANGA MAHANIAH (2013), *Kasa-Vubu, Lumumba et l'indépendance du Congo. 1956-1960*, L'Harmattan, Paris, p. 16.

3 *Idem*, p.98.

4 Ministère de la Jeunesse et des Sports, *op.cit*, p.2.



Joseph Mobutu accéda au fauteuil présidentiel le 24 novembre 1965 à l'âge de 35 ans. Ce qui veut dire qu'il était déjà au premier gouvernement postcolonial en qualité du Secrétaire d'Etat à l'Information (vice-ministre) alors qu'il n'avait que 29 ans. Son premier gouvernement était dirigé par Léonard Mulamba, qui avait deux ans de plus que lui. Certains de ses ministres, en 1965, comme Albert Ndele et Etienne Tshisekedi, avaient respectivement 34 ans⁵. A l'époque, comme nous pouvons le constater, la jeunesse était au pouvoir.

Lorsque Laurent Désiré Kabila prît le pouvoir en 1997, il avait des jeunes Ministres comme Bizima Kahara, âgé de 29 ans et Henri Mova, qui n'avait pas encore 35 ans⁶. Joseph Kabila, quant à lui, c'est du haut de ses 29 ans qu'il devint le Président de la République. La campagne électorale de Felix Tshisekedi en 2018 était soutenue par une catégorie des jeunes, communément appelée « base ». Il s'agit des jeunes dont l'âge moyen se situe autour de 30 ans. Présentement, quelques membres du gouvernement et plusieurs membres des cabinets ministériels ont moins de 35 ans⁷.

Il suffit, dans un autre registre, de faire la ronde des formations politiques, celles qui ont évidemment un siège, pour constater que ce sont des jeunes pratiquement qui y sont présents, faisant tout ou rien. Lors des manifestations politiques, c'est assez facile de reconnaître la tranche d'âge de ceux qui sont en avant-plan. Les débats politiques qui se tiennent dans différents médias, des chaînes de télévision à l'occurrence, sont animés par des jeunes. L'entourage des leaders politiques est quasiment constitué des jeunes. L'on serait même tenté de dire, toute proportion gardée, que la politique emploie aujourd'hui un grand nombre de jeunes.

Il faut vite relever, entre-temps, que la présence de certains jeunes dans l'espace du pouvoir ne signifie pas la totale intégration de la jeunesse dans l'univers politique ou leur engagement politique entièrement acceptable. Les jeunes congolais, tant du milieu urbain que rural, connaissent une situation d'activisme politique assez alambiquée qui nécessite compréhension et éclaircissement.

5 OMASOMBO TSHONDA Jean et Ali (2009), *Biographie des acteurs de la troisième République*, CEP-CERDAP-MRAC, Kinshasa-Lubumbashi, Bruxelles, p.279.

6 *Idem*, p.41.

7 *Idem*, p.192.



C'est pour dire que la présence, du moins lunatique, de certains jeunes dissimile en réalité un circuit fonctionnel complexe dans un monde où l'arbitraire, des considérations subjectives et des pratiques *contra legem* font la loi. Il est dès lors intéressant de voyager au cœur de l'engagement politique des jeunes pour connaître les jeux des acteurs, les pratiques et leur sens, les problèmes qui découlent des actions politiques des jeunes.

La lumière que fournira une telle analyse permettra de dégager les sinusoïdes de ce que font les jeunes actuellement lorsqu'ils s'engagent ou pas ou lorsqu'ils n'arrivent pas à s'engager, pour des raisons diverses, ou encore lorsqu'ils s'engagent mal. Bien plus, dans une approche prospective, baliser la voie qui conduit vers ce qu'ils peuvent faire pour améliorer tant soit peu leur participation politique. Au-delà du dernier aspect, en guise de rappel, améliorateur, l'idée qui émerge est celle de stimuler les *habitus* et les *praxis* politiquement correctes de manière à susciter en RDC, tant dans les milieux urbains que ruraux, dans les familles aisées ou modestes, des générations des jeunes qui soient des architectes de leur propre développement et qui prennent courageusement et intelligemment part, directement ou indirectement, au processus de construction du bonheur collectif dans une société où les règles d'action politique sont encore en chantier.

2. Revue de littérature

Les questions de l'engagement politique des jeunes congolais ont fait l'objet de quelques études. Des articles épars, des plans et des projets d'encadrement de la jeunesse ne manquent pas. Outre le ministère ayant la jeunesse dans ses attributions et ses services, l'on retrouve d'autres structures des jeunes comme le Parlement des Jeunes, le Conseil National des Jeunes et des OSC qui produisent des documents qui permettent de comprendre les réalités des jeunes congolais, dont celle de l'engagement politique. Il y a également plusieurs associations et mouvements des jeunes, comme des ligues des jeunes des partis politiques, le mouvement des jeunes catholiques, des mouvements citoyens qui foisonnent de par le pays qui analysent, selon leur angle de réflexion, les questions de l'engagement politique des jeunes.



Le point d'intersection de toutes les productions de ces structures d'enca-drement et de regroupement des jeunes est le souci de voir la jeunesse congolaise jouer pleinement son rôle dans une société où elle est plus ré-duite à l'accompagnement des acteurs politiques plutôt qu'à l'action.

L'un de ces documents, si pas le principal, en termes d'analyse de tous les aspects relatifs de la vie et de projection sur l'avenir des jeunes congolais demeure la Politique Nationale de la Jeunesse⁸. Ce plan est une véritable autopsie de la jeunesse et scrute, en 15 principaux axes stratégiques, des actions à mener, y compris dans la participation citoyenne, pour le rayon-nement tous azimut des jeunes congolais. L'on doit cependant constater, au regard des résultats, que ce bon document est probablement resté dans les tiroirs, sans une application *stricto sensus*. C'est d'ailleurs, depuis un cer-tain temps, le sort réservé à plusieurs bons plans et projets que l'on produit en RDC.

L'essai de Ngudi Kamba⁹ sur l'engagement politique des jeunes catholiques est essentiellement un appel lancé à la jeunesse d'une église pour qu'elle ne laisse pas la politique entre des mains inexpertes. L'auteur part du constat selon lequel la politique en RDC patauge faute d'hommes vertueux. Les antivaleurs, la corruption et l'instabilité institutionnelle trouvent leur fon-dement dans le déficit des valeurs chrétiennes, estime l'auteur. Ainsi de-mande-t-il aux jeunes catholiques, qui auraient, selon lui, une éducation morale et chrétienne de haute facture, de prendre d'assaut les organisa-tions politiques afin d'imprimer la marque chrétienne, gage d'un redécol-lage de la société.

Il est vrai que l'on ne fait pas la politique sans morale. Il est aussi vrai que l'univers politique congolais serait moins pollué si elle est une affaire des hommes épris de paix, du sens de bien commun, de l'amour des autres, somme toute des valeurs chrétiennes. Mais l'on peut aussi dire et dire à l'auteur que les chrétiens catholiques sont présents dans l'arène politique et sont à la tête de plusieurs institutions. Certains d'entre eux sont aussi responsables dans la débâcle politique et socioéconomique du pays. Cette réalité ne voudrait surtout pas dire que les jeunes catholiques devraient se

⁸ Ministère de la Jeunesse et des Sports, *op.cit.*

⁹ NGUDI KAMBA (2011), *La jeunesse catholique et l'engagement politique*, Lumière, Kinshasa.

méfier ou s'éloigner de la politique. Bien au contraire. Ils doivent s'y engager en faisant prévaloir les valeurs susceptibles de faire avancer positivement les choses.

En 2019, la Fondation Konrad Adenauer avait initié une étude sur la citoyenneté en RDC¹⁰. L'enquête a relevé que les congolais en général et les jeunes en particulier ont un déficit de culture politique. On y trouve ce qui suit :

« Les enseignements sur le civisme, tel que dispensés à l'école primaire ou à l'université n'intéressent guère les élèves pour le moins obligés de le suivre pour avoir des notes plutôt que pour les appliquer dans leur vie sociale ou politique. D'où, la nécessité de revoir le programme du cours, de le rendre plus adapté au contexte sociopolitique, et surtout accentué non pas sur les idéologies politiques du régime en place, mais plutôt sur les valeurs démocratiques et républicaines ».

Cette étude nous permet de comprendre que l'engagement politique se fait sur base des considérations qui frustrant la culture politique, tant au niveau des mentors politiques que des jeunes qui sont leurs suppôts. C'est pourquoi, souligne l'étude, la culture politique et les pratiques politiquement correctes méritent d'être enseignées. L'étude préconise en plus l'utilisation des canaux de socialisation qui aura l'avantage de produire des générations des jeunes qui participent politiquement en toute connaissance des causes. Bien que ne parlant pas spécifiquement des jeunes, cette étude donne suffisamment de lumière pour comprendre les tares que l'on observe dans l'engagement politique des congolais en général et des jeunes en particulier.

Le dernier document qui va nous intéresser dans cette revue critique de littérature est l'article de la bloggeuse Mysette Misenga.¹¹ Il s'agit d'une lecture de la manière dont les jeunes kinois s'engagent en politique. Elle constate qu'après avril 1990, la jeunesse congolaise en général et kinoise en particulier a fait bouger la politique du pays. Du cadre d'entreprise au jeune chômeur en passant par le jeune universitaire, croyant ou non, sou-

¹¹ MISENGA Mysette, « Jeunesse et politique: RDC: Implication des jeunes en politique : salut ou perte ? », in jeunesseetpolitiques.blogspot.com, blog consulté le 16 juin 2022.



ligne-t-il, les jeunes se sont faits membres actifs d'un parti x ou y en signant un bulletin d'adhésion. Les jeunes distribuent les tracts, participent aux marches, ils sont présents aux meetings, participent aux séminaires des formations des jeunes en politiques. Cependant, elle relève que cet engagement n'a pas servi à grand-chose puisque les jeunes sont instrumentalisés et/ou exploités par des leaders politiques. Ces derniers, une fois propulsés au sommet d'une structure étatique oublient les jeunes qui ont lutté avec eux pour servir des membres de leur famille biologique ou des castes d'amis, tribaux ou ethniques.

Elle dira à cet effet :

« les politiques et chefs de files des partis politiques en RDC sont en grand nombre des grands baratineurs qui courtisent la même cible : la jeunesse. Lorsque cette jeunesse s'engage à les suivre, les chefs de file oublient les jeunes, les revendications et leurs préoccupations¹² ».

Pour éviter que les jeunes ne servent que de marchepied aux leaders profiteurs, il plaide en faveur de l'insertion dans le système éducatif des cours de civisme.

Le constat fait par cette bloggeuse est réel. C'est plutôt la solution préconisée qui n'est pas vraiment à la mesure du problème. Le cours du civisme se donne depuis l'école primaire jusqu'à l'université. Mais bien plus, ce ne sont pas tous les jeunes qui sont dans le système scolaire en RDC. Il faut donc, comme préconisée dans l'étude sur la citoyenneté, antérieurement présentée, aller bien au-delà du système éducatif pour une socialisation plus holistique.

En outre le problème de l'engagement des jeunes en RDC ne se pose pas qu'aujourd'hui. Il est aussi vieux que le pays. Il s'est posé déjà au moment où l'élite congolaise luttait pour l'indépendance et s'est accentué avec la redistribution des dividendes politiques après la victoire sur les colonisateurs. En outre, les cadres par excellence de l'engagement politique des jeunes sont

¹¹ MISENGA Mysette, « Jeunesse et politique: RDC: Implication des jeunes en politique : salut ou perte ? », in jeunesseetpolitiques.blogspot.com, blog consulté le 16 juin 2022.

¹² *idem*



les partis politiques et les mouvements associatifs. Nous connaissons ce que sont les partis politiques en RDC : des biens privés au service de leurs initiateurs. La tendance est la même pour les organisations de la société civile. Les tares constatées dans l'organisation des formations politiques et le développement technologiques ont donné naissance à d'autres cadres de l'engagement politique. C'est notamment les mouvements citoyens, les réseaux sociaux et l'art (musique, peinture, théâtre).

Par ailleurs, la culture de la violence, les attentes non satisfaites de la jeunesse et l'influence de la société internationale permettent aujourd'hui aux jeunes congolais d'avoir d'autres repères en matière d'engagement politique. Comment les choses se passent-elles désormais donc dans ces conditions ? Sans doute, cette praxis, dans un contexte politique interne et externe assez exceptionnel, ne peut être que truffée des problèmes, des défis, des succès et des échecs. Il s'agit, somme toute, des aspects de l'engagement des jeunes en RDC, dont certains sont inédits et faiblement étudiés, que nous allons tenter de rendre intelligible.

3. Objectifs de l'étude

La présente étude poursuit un double objectif : global et spécifique.

3.1. Objectif global

La présente étude vise à rendre intelligible le rapport existant entre les jeunes congolais et la politique. Ceci sous-entend une contextualisation de l'engagement politique au sein des organisations politiques et des organisations de la société civile et une analyse des pratiques y relatives en faveur ou en défaveur des jeunes.

3.2. Objectifs spécifiques

La présente étude poursuit les objectifs spécifiques ci-après :

- Susciter et encourager un engagement politique des jeunes qui soit à la fois intelligent, actif, fructueux et surtout avantageux pour leur meilleur avenir ;
- Doter les jeunes des outils, des astuces et des idées nouvelles pour



- qu'ils maîtrisent les engrenages de l'engagement politique ;
- Décourager les pratiques du militantisme erroné et de l'instrumentalisation de la jeunesse par des acteurs politiques en quête de positionnement ;
 - Sensibiliser les leaders politiques pour que l'encadrement et la promotion des jeunes se fassent selon les normes et les valeurs républicaines.

4. Méthodologie de recherche

4.1. Les étapes de la réalisation de l'étude

Initiée par le Bureau de Kinshasa de la Fondation Konrad Adenauer, la présente étude s'est déroulée du 15 avril au 15 juillet 2022. Les recherches sur le terrain à Kinshasa ont été menées du 16 avril au 10 mai 2022. Le choix de cette ville se justifie par les limites financières et temporelles. Au-delà de ces limites, Kinshasa demeure un terrain qui permet d'analyser sans crainte d'induction biaisée les réalités de l'engagement politique des jeunes au regard de la facilité d'accès aux données à analyser. Mais aussi, par le fait que Kinshasa est la ville où l'activisme des jeunes est palpable. Kinshasa est par ailleurs une ville où des leaders politiques recourent très souvent à la jeunesse pour leurs activités politiques. On y trouve donc, un drôle de mélange, parfois indistinct du mentorat politique, de la manipulation et de l'instrumentalisation de la jeunesse. Toutes ces pratiques politiciennes à la congolaise constituent bien évidemment une mine d'or d'informations si nécessaires pour des analyses du rapport existant entre les jeunes et la politique.

4.2. Méthodologie de collecte et de traitement des données

La méthodologie de l'élaboration de la présente étude s'est étendue sur trois phases essentielles, à savoir la collecte des données secondaires, la collecte des données primaires ou empiriques et le traitement des données par la méthode socio-anthropologique.

La première démarche dans la collecte des données était l'observation documentaire. C'est à ce niveau précis que nous avons rassemblé, pour consultation, les ouvrages, les articles de revues, les documents, des ar-

chives sur les jeunes et leur engagement politique. La collecte des données empiriques s'est effectuée à travers des entretiens semi-directifs que nous avons menés auprès des jeunes, dans des sièges partis politiques, dans des quartiers populaires de Kinshasa. Des informations ont été aussi recueillies auprès des jeunes des mouvements citoyens, des étudiants, des artistes musiciens, des leaders politiques, des journalistes et des analystes politiques.

5. Ossature du travail

La présente étude comprend deux chapitres, outre la présente introduction et la conclusion qui s'ensuivra. Le premier chapitre est une analyse des concepts de base de l'étude, à savoir l'engagement politique, la jeunesse et l'engagement politique des jeunes. Le deuxième chapitre présente la topographie de la jeunesse congolaise et nous amène au cœur du troisième chapitre qui établit le rapport existant entre les jeunes et la politique en République Démocratique du Congo.

Chapitre I

Notion générale sur l'engagement politique et la jeunesse

L'engagement politique qui désigne une forme de participation des individus à la vie de la société est le premier concept que nous allons essayer de décortiquer, dans ce premier chapitre, de manière à lui donner un contenu, qui nous servira de soubassement analytique. Un deuxième concept, à savoir la jeunesse, fera l'objet d'une exploration sémantique afin d'en dégager le sens que nous lui accorderons dans le cadre de la présente étude. L'élucidation de ces deux concepts fondamentaux permettra de jeter, dès le départ, les bases sur lesquelles va se poser l'architecture du rapport existant entre les jeunes congolais et la politique.

Section. 1. L'engagement politique

§1. Définition

L'engagement politique est défini comme une attitude qui consiste à intervenir et à participer à la vie politique de la société¹³. Cette attitude renvoie aux différentes formes de participation individuelle et/ou collective à une activité politique. S'engager politiquement suppose des actes qu'on pose, seul ou en groupe, en vue d'influencer les options, les orientations, les décisions politiques ainsi que les règles de fonctionnement de la société. C'est en s'engageant politiquement qu'un citoyen devient acteur direct ou indirect de son propre développement d'abord et de sa société ensuite.

Compris sous cet angle, l'engagement politique est un ingrédient essentiel au fonctionnement d'une société démocratique dans la mesure où il laisse le champ libre à tout citoyen d'agir contre l'amorphisme politique. Les décisions politiques, à quelques niveaux qu'ils soient, ne sauraient être prises

¹³ Henry BAERT (2016), *Les déterminants de l'engagement politique. Vers de nouveaux répertoires*, EUE, Sarrebruck, p.23.

sans que des avis sur sa nécessité et sa faisabilité ne soient donnés par ceux qui en sont directement concernés. Ce qui offre à la société la possibilité d'évoluer sur base des options politiques qui lui sont avantageuses et qui promeuvent son développement harmonieux.

C'est pour dire que l'engagement politique peut varier selon les intérêts des acteurs sociétaux dans un moment donné. Ces intérêts, disons-le, peuvent être complexes et même contradictoires selon les groupes sociaux en présence. C'est à ce niveau qu'apparaît justement la notion de la lutte politique entre les forces politiques, sociales, économiques et culturelles en présence.

Il est nécessaire de relever que tout citoyen a à sa disposition un ensemble d'actions politiques lui reconnues qu'il peut utiliser individuellement ou collectivement afin de s'exprimer politiquement. L'engagement politique correspond à cet effet à une participation active à la vie politique mais aussi à la participation à l'action d'un parti ou d'un mouvement associatif. En définitive, nous pouvons comprendre l'engagement politique comme la manière d'agir individuellement ou collectivement afin d'influencer la marche de la société, selon les intérêts, les milieux, les secteurs et les aspects de la vie à travers une structure politique ou associative.

§2. La typologie de l'engagement politique

Nous pouvons distinguer deux principales formes de l'engagement politique : les formes conventionnelles et les formes non conventionnelles.

2.1. Les formes conventionnelles

L'engagement politique conventionnel désigne l'ensemble des moyens d'actions institutionnels centrés sur la participation au processus décisionnel dans la société. Il existe des groupes autorisés à faire la politique, donc habilités à décider sur la marche de la société. Il s'agit des partis et des regroupements politiques qui disposent, on suppose, chacun d'un projet de société et qui mobilisent les citoyens, à l'occasion des élections, pour sa matérialisation.

Les formes conventionnelles de l'engagement politique sont liées à l'action et à l'engagement politique dans le cadre du système institutionnel



(mandat politique, vote, syndicalisme, engagement associatif). Ces formes conventionnelles visent à permettre le fonctionnement des mécanismes de la démocratie représentative.

Le militantisme politique est l'une des formes de participation démocratique fondamentale. Il est nécessaire au bon fonctionnement de la vie publique en assurant la vitalité des partis et la possibilité d'une compétition politique.

La participation politique, à travers le vote, est donc le premier engagement politique d'un citoyen car il contribue à exprimer la volonté générale des citoyens et à élire les représentants politiques. C'est en votant qu'un citoyen exprime clairement son soutien ou son rejet à un projet ou une décision politique.

Il existe par ailleurs des groupes tolérés, communément appelés groupe de pression, qui rassemblent des organisations de la société civile dans leur diversité. Ces dernières tentent d'influencer, à travers un faisceau de moyens d'actions, les décisions politiques.

Ces groupes de pression jouissent du droit d'association et de réunion. Ils permettent aux citoyens de manifester collectivement et découlent de la liberté d'expression garantie par la déclaration universelle des droits de l'Homme. Le texte constitutionnel de tout pays au galon démocratique reconnaît naturellement la liberté d'expression et de manifestation. Dans les faits, lesdites libertés sont encadrées généralement par une loi pour garantir la sécurité des manifestants, des non manifestants et des biens publics ou privés.

L'engagement associatif repose sur la participation du citoyen à un groupe des personnes réunies autour d'un projet commun ou partageant des activités communes. Les associations sont une partie de la société civile, et elles sont reconnues par la loi. Toutes les associations n'ont pas un rôle politique direct. Certaines peuvent jouer un rôle complémentaire dans la vie politique en assurant la diffusion des idées ou en luttant pour certaines causes.

Ainsi, outre le vote, dont on a fait mention antérieurement, la participation politique passe aussi par le plaidoyer, que nous pouvons considérer comme le deuxième engagement politique d'un citoyen. Il s'agit d'un ensemble d'actions fondées sur une argumentation pour influencer les décideurs politiques, en vue de changer des politiques ou des pratiques socioculturelles, des comportements, des positions ou décisions dans le but d'améliorer une situation donnée¹⁴. En menant un plaidoyer, un citoyen, seul ou en groupe, défend oralement ou par écrit, des intérêts, une opinion ou une cause auprès d'une autorité.

Le plaidoyer peut prendre la forme d'une lettre ou d'une pétition ou encore d'une manifestation de rue. Mais aussi, celle d'une interpellation directe des décideurs via un argumentaire, des actions médiatiques (communiqué de presse, conférence de presse). Le développement de la technologie nous offre la possibilité de faire des plaidoyers à travers des sms, des messages sur Facebook ou sur twitter sur le compte d'un gouvernant ou d'un élu.¹⁵

2.2. Les formes non conventionnelles

Les formes non conventionnelles renvoient aux actions protestataires qui sont menées par des acteurs politiques, économiques et socioculturels aux marges du système de la démocratie représentative. Ces actions, plus invisibles que visibles, sont généralement subversives et visent le blocage des mécanismes démocratiques.

L'on peut citer, parmi ces actions, la révolte, la rébellion, la désobéissance civile (dans des conditions bien déterminées), des opérations informelles de lobbying, des opérations d'achat de conscience et de corruption, des chantages, des assassinats ciblés et des manifestations publiques non autorisées. L'essor des réseaux sociaux a permis de découvrir une autre forme d'engagement politique non conventionnel. Le phénomène de *fake news*, d'appel au boycott, de désacralisation du pouvoir politique et des institutions et de jet du discrédit sur des autorités publiques, à travers les réseaux sociaux sont à considérer aussi comme des actions d'engagement politique non conventionnel.

¹⁴ KUNA Maba (2021), *Les techniques de plaidoyer*, IRI-RDC, Kinshasa, p.13.

¹⁵ *Idem*, p.15.



En tant que détenteur du monopole de la violence et des prérogatives de la puissance publique, l'Etat use de plein droit de son pouvoir constitutionnel pour décourager et au besoin sanctionner, conformément à la loi, toute forme d'engagement politique non conventionnel.

§3. Les déterminants de l'engagement politique

Il existe plusieurs facteurs individuels, socioculturels et environnementaux qui permettent de comprendre les mécanismes de politisation et les choix d'engagement qu'opèrent certains individus. L'on parle généralement de l'âge, du sexe, du milieu de vie, du degré de la culture politique, de l'appartenance sociale et de l'influence des médias.

L'âge est le tout premier déterminant de l'engagement politique. En effet, plus l'on prend de l'âge, plus on a des problèmes socioéconomiques à résoudre. La tendance pour tous ceux qui ont du mal à s'en sortir est de rechercher le secours auprès de l'Etat qui a la responsabilité de garantir le bien-être collectif en garantissant un ensemble de conditions de développement harmonieux de la société. Cet Etat, dans plusieurs cas, est souvent perçu comme défaillant par des citoyens en quête de solutions à leurs problèmes. D'où la tendance pour les citoyens en général et de ceux-là en difficulté de bousculer les animateurs des institutions publiques à travers des actions de revendications sociales à défaut de vouloir en prendre carrément le contrôle.

Ainsi, plusieurs jeunes, faute de perspective d'avenir ou des adultes qui constatent la dégradation continue de leurs conditions de vie n'ont pas d'autres choix que de s'engager politiquement. Par contre, des personnes âgées, n'ayant pratiquement plus d'ambitions et des rêves à réaliser, s'intéressent de moins en moins de la politique. Considérant que leur temps d'agir est presque révolu ou par manque d'intérêts particuliers, elles s'engagent politiquement que lorsqu'elles sont poussées par des jeunes, des parents ou des amis.

Le sexe est le deuxième déterminant de l'engagement politique. Les hommes ont plus tendance de s'engager politiquement par rapport aux femmes. Dans plusieurs sociétés, ce sont des hommes qui sont les plus actifs en politique, qu'ils considèrent comme une activité noble et qui leur



convient. Par contre, un peu hésitantes et socio-culturellement découragées, les femmes, jeunes comme adultes, commencent à peine, grâce à l'essor des mouvements féministes de par le monde et aux dispositions légales dans plusieurs pays, à lutter pour la défense de leurs intérêts et à prendre part active à la vie politique.

Le milieu de vie est le troisième déterminant de l'engagement politique. Les habitants des centres urbains, qui sont du reste des sièges des institutions nationales, provinciales ou urbaines ont tendance à s'engager plus facilement en politique par rapport aux habitants du monde rural. Le fait pour eux de voir assez souvent les gouvernants, les acteurs étatiques, de côtoyer parfois leur entourage et de suivre les débats et querelles politiques les poussent à s'intéresser à la politique, soit en voulant rentrer dans le système, soit en cherchant à influencer le processus décisionnel. Mais aussi, dans un autre axe, les acteurs politiques évoluant dans ces milieux urbains ont tendance à mobiliser des soutiens dans leur milieu de vie avant d'aller à la conquête des autres espaces politiques sociétaux. Ainsi, la dynamique politique d'un milieu peut susciter ou pas un engagement politique.

La culture politique est le quatrième déterminant de l'engagement politique et elle s'acquiert au moyen de la socialisation citoyenne. Les canaux traditionnels de la socialisation sont bien connus : l'école, l'église, la famille, les médias, les leaders d'opinion, les formations politiques. Les citoyens bien socialisés s'engagent activement en politique alors que ceux qui ne le sont pas s'abstiennent de tout engagement politique ou ne s'engagent que très faiblement.

L'appartenance sociale est l'avant dernier déterminant de l'engagement politique. Elle renvoie à la classe sociale, qui désigne, dans un sens large, un groupe d'individus ayant une place historiquement déterminée au sein de la société et se distinguant par un mode de vie (habitat, éducation, travail, biens, etc), son idéologie et, pour les marxistes, par sa place dans le processus de production, à la fois réelle et vécue comme telle par ceux qui la composent (conscience de la classe)¹⁶.

¹⁶ Albert MULUMA (2008), *Sociologie générale et africaine : les sciences sociales et les mutations des sociétés africaines*, Paris, L'Harmattan, p.51.



A la classe sociale, il sied d'ajouter la classe politique. Celle-ci désigne d'une manière globale les acteurs politiques ; les membres du gouvernement, du parlement et des dirigeants des partis politiques les plus représentatifs. Ces derniers font partie d'une classe sociale, celle des hommes ou des familles qui gravitent autour du pouvoir. Leurs parents (dans le sens africain du terme) et leurs amis sont souvent tentés par la politique et s'y engagent plus facilement que ceux qui sont dans la périphérie du pouvoir.

Ainsi par exemple, les enfants des politiciens de carrière, filles ou garçons, qui grandissent dans un environnement où les questions politiques sont souvent banalisées, ont tendance d'entrer dans la danse politique. Par contre, ceux des professionnels libéraux, dont certains détestent la politique parce qu'ils la considèrent comme une anomie sociale et un truc des défroqués sociaux, influencés par leurs parents, s'engagent difficilement en politique, qu'ils observent de loin. Ces derniers ont généralement besoin d'être poussés par des autres ou être contraints par des événements ou des circonstances particulières avant de s'engager en politique.

L'influence des médias est le dernier déterminant de l'engagement politique. De nos jours, point n'est besoin de dire que les médias traditionnels et depuis quelques années, les réseaux sociaux, jouent un rôle de premier ordre dans la structuration de l'opinion. Les activités et actualités politiques occupent une place de choix dans les médias. Dans des régimes autoritaires ou démocratiques d'à peu près, les acteurs politiques sont souvent présentés comme des conquérants de la société et les médias, acquis à leur cause, exaltent sans cesse et souvent subjectivement leurs actions. Dans des régimes libéraux, les médias s'efforcent de présenter les acteurs politiques dans leurs différentes facettes. Leurs points forts sont loués tandis que leurs faiblesses sont étalées à la place publique. Dans l'un tout comme dans l'autre cas, la vie politique telle que présentée dans les médias peut susciter de l'admiration ou révolte et obliger quelqu'un à s'engager politiquement ou pas.

§4. Comment s'engage-t-on en politique ?

Dans le système politique démocratique, on s'engage en politique à travers le vote, le militantisme, le mandat politique, le syndicalisme, l'investissement associatif ou le mode de vie.

Plusieurs citoyens en restent au vote, qui est considéré comme un devoir et un droit civiques. Ces citoyens, surtout ceux-là qui se débrouillent plus ou moins bien dans la vie, sont convaincus qu'ils ne sont pas faits pour la politique et préfèrent se concentrer dans leurs activités quotidiennes. Ils regardent la politique de loin, même si au fond, ils sont conscients, comme on le dit souvent, si vous ne vous occupez pas de la politique, la politique s'occupera de vous. L'expérience des hommes d'affaires totalement ruinés par la politique, les cas d'assassinat politiques, des règlements des comptes et parfois la fin tragique de certains politiciens qui ont fait la pluie et le beau temps dissuadent certaines personnes de s'engager politiquement, en dehors du vote.

Certains citoyens s'engagent carrément dans un parti et/ou un mouvement associatif. Il s'agit du militantisme. Ces citoyens sont convaincus qu'ils doivent participer à la vie politique de la société ; et la meilleure manière de le faire est d'évoluer dans des formations politiques ou des mouvements associatifs. D'autres encore consacrent leur vie à la politique, en choisissant d'étudier la politique ou d'exercer une fonction en lien avec les activités politiques du pays. Ne pas être spectateur mais acteur de la vie politique est souvent le crédo de ces citoyens. Ils luttent donc pour accéder au pouvoir et de l'exercer.

L'engagement politique est donc une affaire des citoyens : vieux, adultes et jeunes, hommes et femmes, confondus. Chaque acteur de l'une de ces trois catégories a ses spécificités, ses défis, des problèmes, ses luttes et ses réalités lorsqu'il s'engage en politique. L'engagement politique des femmes par exemple demeure une question qui alimente des débats. Il en est de même pour celui des jeunes qui suscite de nos jours plusieurs interrogations.

Section 2. Notion de la jeunesse

§1. Définition

Selon le sociologue Bernard Roudet, la jeunesse est à la fois âge et passage : elle constitue un âge de la vie marqué par le passage de l'adolescence vers l'âge adulte. Âge des possibles et des expérimentations, âge des engagements et des choix, la jeunesse est une période d'apprentissage



des responsabilités, d'accès à l'indépendance matérielle et de construction identitaire de l'autonomie¹⁷.

La jeunesse est une réalité sociale : elle n'existe pas en soi, de façon stable et intemporelle. Elle est produite par la société dans des contextes historiques, sociologiques, économiques ou juridiques déterminés. Elle s'inscrit dans une stratification par âge de la société qui fixe les calendriers et les modalités de passage d'un âge à un autre et qui organise les statuts et les rôles sociaux selon l'âge¹⁸.

Comme l'on peut s'en rendre compte, la jeunesse est une tranche d'âge qui se situe entre l'adolescence et l'âge adulte et au cours de laquelle un homme ou une femme se prépare et est préparé par la société pour assumer les responsabilités qui lui seront confiées. Cette préparation est intellectuelle, morale et spirituelle. L'on parlera, en terme simple, de l'initiation à la vie d'adulte.

Dès lors, nous pouvons, au regard de ce qui précède, définir la jeunesse comme la période initiatique et préparatoire à l'exercice des rôles et des fonctions socio-pressurels, familiaux et citoyens de l'adulte.

52. L'âge de la jeunesse

Il existe un grand débat entre les doctrinaires pour déterminer les bornes d'âge de la jeunesse. La classe d'âge des 15-24 ans a longtemps été retenue, et l'est encore dans divers sondages ou enquêtes, pour délimiter cette période de la vie. Dans plusieurs sociétés, l'examen des statistiques montre, lors du processus d'entrée dans la vie adulte que la classe d'âge des 20-24 ans constitue davantage une période médiane qu'un aboutissement, aussi bien en ce qui concerne le déroulement de la scolarité, la formation d'un couple ou l'insertion dans le monde du travail.

Certains auteurs par contre préconisent la classe d'âge de 15-35 ans. Ces auteurs justifient l'allongement de la période de la jeunesse en tenant compte des réalités de plusieurs sociétés où la période scolaires et uni-

¹⁷ BRNARD ROUDET (2012), « Qu'est-ce que la jeunesse ? » in www.cairn.info/revue-apres-demain-2012-page3htm, article consulté le 21 avril 2022.

¹⁸ Idem p3



versitaires, l'obtention d'un premier emploi et la formation du couple intervient entre 29 et 35 ans. L'extension à la fois sociologique et statistique des frontières de la jeunesse conduit donc à retenir 15 ans et 35 ans pour délimiter la jeunesse.

La jeunesse, selon le document de la politique nationale de la jeunesse, est entendue comme l'ensemble des personnes des deux sexes âgées de 15 à 35 ans. La jeunesse visée par la présente Politique ne forme pas une population homogène mais plurielle en fonction de l'âge, du sexe, de la résidence, de la scolarisation, de l'état de santé et du statut matrimonial¹⁹.

Pour ce qui nous concerne, nous allons retenir la tranche d'âge de 15-35 ans. Pour la simple raison qu'elle correspond à la réalité de la société congolaise. C'est généralement entre 25 et 30 ans que plusieurs personnes obtiennent leur diplôme universitaire. Il faut ajouter encore quelques cinq bonnes années de plus. Le temps pour elles de quitter le toit parental, de trouver un job et de fonder une famille.

§3. Les cinq étapes du passage de la jeunesse à l'âge adulte

Il existe cinq étapes qui marquent le passage de la jeunesse à l'âge adulte, à savoir :

- le départ de la famille d'origine ;
- l'accès à un logement indépendant ;
- l'entrée dans la vie professionnelle ;
- la formation d'un couple ;
- l'arrivée du premier enfant.

Une fois ces étapes franchies, l'on dit qu'un homme devient adulte et cesse d'être jeune. Certaines personnes franchissent assez tôt les cinq étapes du passage de la jeunesse à l'âge adulte au moment où d'autres s'y prennent tardivement. Le plus important est d'y arriver et surtout développer des attitudes et des comportements qui correspondent aux responsabilités après avoir franchi lesdites étapes.

¹⁹ Ministère de la Jeunesse et des Sports (2009), *Politique nationale de la jeunesse*, Kinshasa, p.2.



§4. Les principales caractéristiques de la jeunesse

Les principales caractéristiques de la jeunesse sont :

- la force physique ;
- les idées révolutionnaires ;
- L'ouverture d'esprit ;
- Le goût du risque et de l'aventure ;
- La facilité de s'engager pour une cause.

4.1. La force physique

La jeunesse est une étape de la vie où l'homme est plein d'énergies physiques qui lui permettent d'agir, de compétir et de résister. La puissance du corps d'un jeune, une conséquence des sensations corporelles à partir des contractions musculaires, est un indicateur de bonne santé et de capacité plus ou moins grande à produire un résultat.

La puissance de l'action physique est donc une caractéristique qui offre aux jeunes la capacité de s'engager dans n'importe quelle compétition tout en étant certains, avec un peu de concentration et de préparation, de battre des records. L'on comprend pourquoi les compétitions sportives, les opérations militaires, les manifestations de contestation de grande envergure, les luttes pour des changements dans des sociétés sont des œuvres des jeunes.

4.2. Les idées révolutionnaires

La jeunesse est souvent considérée comme la période de foisonnement de toutes sortes d'idées. Des plans d'affaires, des projets et des rêves à réaliser, des ambitions à concrétiser, des forteresses à conquérir, sont là autant de choses qui taraudent les esprits de nombreux jeunes. C'est au niveau de l'université que plusieurs jeunes tentent de tricoter leurs idées et d'en parler avant de travailler pour leur accomplissement ou y abdicuer carrément, par la force des circonstances ou faute d'un mentorat. Ces jeunes qui développent entre-temps l'esprit d'équipe, le sens de l'organisation, la capacité d'adaptation, la persévérance et qui s'accrochent finalement à leur rêve deviennent des révolutionnaires, des artistes de grande renommée ou des inventeurs qui bouleversent le monde.

4.3. L'ouverture d'esprit

Considérée comme une période d'apprentissage, la jeunesse est donc caractérisée par une ouverture d'esprit. Les jeunes, lorsqu'ils n'ont pas encore fait l'objet d'une inféodation religieuse surtout, font preuve d'une grande tolérance, manifestent de la curiosité et de la compréhension pour les idées qui diffèrent en partie ou totalement des leurs. Cette faculté d'être réceptif est perçue comme un point fort des jeunes puisqu'il leur évite d'être renfermés sur eux, d'accepter les critiques et d'avancer vers le succès.

4.4. Le goût du risque et de l'aventure

La jeunesse c'est aussi le goût de l'aventure et du risque. En effet, les jeunes affrontent souvent, sans peur, des situations difficiles et parfois hors du commun, malgré l'omniprésence du danger. Ce courage extraordinaire associé à la force face au danger fait l'héroïsme des jeunes.

Sans enfant, sans travail, sans responsabilité claire, des jeunes pensent avoir une grande marge de manœuvre pour faire ce qu'ils veulent et prennent par conséquent des risques non calculés. Une fois adulte, plusieurs personnes se demandent comment avaient-elles pu, en un moment donné de leur vie, poser tel ou tel autre acte. C'est ainsi que dans certaines organisations, il y a des responsabilités qui ne sont confiées qu'aux jeunes et d'autres pour lesquelles ils sont totalement exclus.

4.5. La facilité de s'engager pour une cause

L'ouverture d'esprit place les jeunes devant une multitude d'idées dont quelques-unes vont s'ériger, au fil du temps, en des convictions qui finiront par devenir pour eux toute une façon de penser et un mode de vie. Ainsi, un jeune qui est convaincu de la noblesse d'une cause ou d'une lutte s'y engage facilement. De même, lorsqu'il est convaincu sur une idée, il s'en approprie et en devient un défenseur zélé. Il en sera ainsi jusqu'à ce que cette conviction soit balayée par d'autres évidences, souvent à la suite des contraintes de divers ordres.

Ce n'est pas pour rien que plusieurs formations religieuses concentrent leurs efforts à idéologiser avant tout la jeunesse, gage de la pérennisation



de leur système religieux. Les acteurs politiques, des leaders d'opinion et de la société civile comptent généralement sur les jeunes pour faire aboutir leur cause, après avoir pris le soin de les convaincre ou de les manipuler, selon le cas.

§5. La jeunesse : un état d'esprit

La jeunesse n'est pas seulement une période de la vie, c'est aussi un état d'esprit, dit-on. C'est pour dire, quel que soit l'âge, il faut garder la psychologie d'un jeune : enthousiasme, optimisme et espoir. A cela, il faut ajouter, outre les caractéristiques dûment élucidées, une qualité de l'imagination, la lucidité et la victoire du courage sur la timidité.

Cette réalité nous permet de distinguer des personnes âgées dont l'esprit ne semble pas subir l'érosion du temps et des personnes qui, bien que plus jeunes, ont perdu tout espoir en la vie et semblent prématurément âgées. L'on dira, pour le premier cas, d'être en présence d'un homme de 70 ans, c'est-à-dire, un homme qui a des idées d'un jeune-homme de 20 ans dans un corps de 50 ans ; et l'inverse pour le second cas.

Section 3. L'engagement politique des jeunes

L'engagement politique des jeunes n'est rien d'autre que leur participation à la vie politique de la société. Les jeunes, sans être les principaux décideurs, se retrouvent au-devant de la scène, pour défendre une cause, accompagner, soutenir ou rejeter les gouvernants, à travers un ensemble des moyens d'actions.

Plusieurs jeunes s'engagent généralement en politique lorsqu'ils en sont convaincus, ou y sont pratiquement poussés, ou encore, à la limite, instrumentalisés par les leaders politiques ou de la société civile. A travers des mécanismes bien réfléchis de mobilisation mis en place par des machines politiques et des groupes de pression, des jeunes sont systématiquement recrutés, idéologisés et poussés à l'action politique. D'autres jeunes s'engagent politiquement puisqu'ils sont convaincus que c'est la voie obligée pour leur garantir leur avenir dans une société les conditions de vie ne vont qu'en decrescendo. D'autres encore, sans trop d'objectifs précis, comme

par aventure et par suivisme, participent comme ils peuvent à la vie politique.

Il existe aussi un grand nombre de jeunes, en dehors des devoirs civiques et politiques, n'observent que de loin les grandes manœuvres de l'univers politique. Des événements malheureux, comme le trépas d'un proche lors d'une manifestation politique, des avis motivés des parents, des amis ou d'un religieux, la sauvagerie et les antivaleurs qui caractérisent le monde politique les poussent à croire qu'il vaut mieux rester en dehors du panier à crabe politique.

Pourtant, il est important que les jeunes s'engagent car ils sont l'avenir de la société dans laquelle ils vivent. En effet, s'engager politiquement quand on est jeune est en réalité un très bel exercice de la vie, surtout lorsqu'on arrive, grâce à ses idées, à faire bouger certaines lignes dans la société. Les jeunes qui s'engagent politiquement apprennent à écouter les autres et à défendre leurs idées, pour avoir à la fin une mixture d'idées qui les convertissent à des véritables agents de transformation sociale. Placés devant les dures réalités de la vie, la lutte des intérêts à la fois contradictoires et paradoxaux, les difficultés à surmonter, leur impuissance face à la force des choses, les jeunes commencent à comprendre le monde dans lequel ils vivent et prennent des dispositions pour sortir gagnant des épreuves.

L'on peut comprendre, au regard de ce qui précède, toute l'importance que les différents gouvernements accordent à l'encadrement, au contrôle et à la maîtrise de la jeunesse dans tous les aspects de la vie, y compris celui de l'engagement politique. D'où la création des structures étatiques pour avoir une jeunesse engagée politiquement selon les normes.

L'on aura compris, pour boucler ce chapitre d'analytique conceptuelle, que la jeunesse est non seulement une tranche d'âge mais aussi est-elle un passage, une réalité sociale et un état d'esprit. C'est la période du grand apprentissage, de la production à foison des idées et de l'énergie musculaire qui ne seront utiles que si l'on y associe intelligence, encadrement et mentorat. Le résultat d'une telle approche est une succession des générations transitant de la jeunesse à l'âge adulte indéfiniment engagés pour des causes nobles et justes, des valeurs républicaines et démocratiques et le développement intégral, prospectif de l'homme et de la société où il vit.



Chapitre II

Topographie de la jeunesse congolaise

Le présent chapitre nous permet de découvrir les données statistiques de la jeunesse congolaise avant de s'attarder sur leurs principaux défis. Entre-temps, dans une section charnière, un regard systématique sera tourné vers le cadre légal et réglementaire de l'encadrement et de la promotion des jeunes en RDC.

Section 1. Quelques données statistiques des jeunes congolais

Selon le Plan National du Développement Economique et Social 2019-2023, la République Démocratique du Congo compte 92 598 646 habitants²⁰. Toujours selon le même document, la population congolaise est relativement jeune. La proportion des personnes de moins de 20 ans correspond à 61 % de la population totale et celle de la population d'âge économiquement actif est de 37 % de la population totale²¹. Selon le plan national de la jeunesse, les jeunes entre 15 et 35 ans représentent plus de la moitié de la population²². Avec ces données, nous pouvons estimer à environ 47 millions, le nombre des jeunes que compte la RDC.

Il faudra distinguer, dans ce chiffre, les jeunes élèves, qui sont encore au niveau de l'école secondaire, dont l'âge varie entre 12 et 18 ans, les jeunes étudiants, dont la tranche d'âge varie entre 18 et 30 ans et les jeunes sans emploi, les jeunes employés et les jeunes entrepreneurs (dans le formel ou l'informel), que nous pouvons situer dans la tranche d'âge de 15 à 35 ans. Le fait de partir de 15 ans veut dire tout simplement qu'il existe un nombre

²⁰ Ministère du Plan (2020), *Plan National du Développement Economique et Social 2019-2023*, Kinshasa, p.19.

²¹ *Idem* p.19.

²² Ministère de la Jeunesse et des Sports (2009), *Politique nationale de la jeunesse*, Kinshasa, p.2.

important des jeunes qui sont en dehors du circuit scolaire et sont naturellement sans emploi ou évoluent dans le secteur informel.

L'enseignement secondaire couvre les degrés scolaires qui se situent entre la fin de l'école primaire et le début de l'enseignement supérieur. Le nombre d'élèves du secondaire a augmenté au fil des années pour atteindre plus de 6,2 millions d'élèves en 2019.²³ Par ailleurs, selon le ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire de 2021, la RDC compte environ 700 000 étudiants²⁴

Selon l'UNICEF, 3 enfants sur 10 ne terminent pas le cycle primaire. 30% des enfants quittent l'école entre la 1^e et 2^e année, 20% entre le primaire et le secondaire. 6 filles sur 10 achèvent l'école primaire, contre 8 garçons sur 10. 7 enfants sur 10 ne sont pas inscrits ou ont abandonné l'école parce que leurs parents n'ont pas les moyens de payer le minerval²⁵. Tous ces jeunes qui sont en dehors du circuit scolaire sont au chômage ou dans des activités professionnelles ou dans l'artisanat.

Selon le plan national de l'emploi des jeunes, environ 80% des jeunes actifs sont soit chômeur ou sans emploi²⁶. En RDC, le chômage reste essentiellement un phénomène urbain touchant en majorité les jeunes de 15-24 ans, avec un taux estimé à 15,85%²⁷ et le travail informel se chiffrait à 1-2 millions d'emplois en 2012²⁸. Si nous devons faire une extrapolation, nous dirons que seul 20% des jeunes dont l'âge varie entre 25 et 35 ans ont un emploi dans le formel et près de 3 millions des jeunes dans l'informel.

23 UNICEF, « La situation de l'éducation en République Démocratique du Congo en 20 points », in www.ponabana.com/la-situation-de-leducation-en-rdc-en-20-points, page consultée le 15 juin 2022.

24 Cabinet du Ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire, Discours d'orientation général du ministre Mohindo Nzangi à l'occasion de l'ouverture des états généraux de l'enseignement supérieur et universitaire de la RDC, Lubumbashi, 12 septembre 2022.

25 UNICEF, « La situation de l'éducation en République Démocratique du Congo en 20 points », in www.ponabana.com/la-situation-de-leducation-en-rdc-en-20-points, page consultée le 15 juin 2022.

26 Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale (2009), Plan National de l'emploi des jeunes, Kinshasa, p.32.

27 Idem.

28 Claude SUMATA (2020), Etude sur l'emploi des jeunes et dynamique de l'entrepreneuriat en RD. Congo : une évaluation des mécanismes d'auto-emploi, Observatoire de la Francophonie Economique, Québec, p.3.



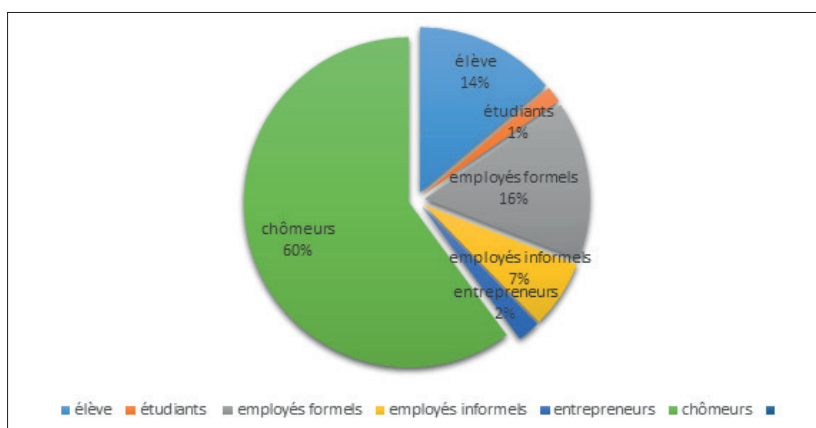
Le tableau et graphique ci-dessous nous donnent assez d'éclairage sur les données statistiques des jeunes en RDC.

Tableau 1. Données statistiques de la jeunesse

Catégories des jeunes	Nombre estimatif
Jeunes élèves 12-18 ans	6 2 00 000
Jeunes étudiants 19-30 ans	700 000
Jeunes employés (formel) 18-35 ans	8 000 000
Jeunes employés (informel) 18-35 ans	3 000 000
Jeunes entrepreneurs 18-35 ans	1 000 000
Jeunes chômeurs 18-35 ans	28 000 000
Total	46 900 000

Source : Des données par nos estimations

Graphique 1. Données en secteurs



Commentaires

Les chiffres présentés sont des estimations agencées sur base des données disponibles et publiés par des structures officielles. Il est vrai que la RDC souffre actuellement de l'absence de statistiques fiables, plus actuelles et à couverture nationale. Néanmoins les différentes données statistiques nous permettent de comprendre que sur les quelques 47 millions de jeunes que compte la RDC, environ 7 millions sont dans le système scolaire et environ 8 million ont un emploi dans le secteur formel et près de 3 millions des jeunes dans le secteur informel. Hormis les jeunes entrepreneurs, tout le reste est dans une forme du chômage à peine masquée²⁹.

Ces chiffres permettent de se faire une idée sur le nombre des jeunes sans emploi. Ils représentent plus de 60%. Ils se retrouvent tant dans les milieux urbains et ruraux. Ces jeunes, parmi eux, des diplômés, ceux qui n'ont pas été à l'école et ceux qui ont abandonné le circuit scolaire sans avoir obtenu le diplôme vivent, comme l'on peut bien s'imaginer, dans une situation d'insécurité sociale et se considèrent comme des abandonnés de la route. Le réflexe de survie le prédispose à devenir une main d'œuvre bon marché pour toutes sortes d'aventure périlleuse. Ils sont par conséquent mobilisables et manipulables à souhait.

Le nombre des jeunes qui sont dans le système de formation universitaire est très interpellateur. C'est à peine 1,4% du chiffre global. Ceci pour autant dire que la formation des cadres universitaires en RDC ne suit pas l'évolution du nombre des jeunes que compte le pays. Par manque des moyens et en l'absence d'une politique d'incitation des jeunes à poursuivre les études post-secondaires, plusieurs jeunes ne se contentent que de leur diplôme d'Etat. Par ailleurs, le sort qui attend les jeunes après leurs études universitaires, à savoir un chômage quasi certain, est un facteur démobilisateur de la poursuite des études post-secondaires. L'on accuse en effet les universités congolaises de former, non pas de créateurs d'emplois, dans la dynamique entrepreneuriale, mais des demandeurs d'emplois qui n'existent pas.

29 L'on aurait bien voulu d'aller un peu plus en détails, en faisant ressortir, par exemple, des données en termes de sexes, de milieu de vie (urbain ou rural), etc. Mais l'on doit dire à ce niveau que la RDC souffre d'un sérieux problème des données actualisées et même fiables.



Les jeunes entrepreneurs congolais sont noyautés tant par les jeunes chômeurs que par ceux qui sont dans le monde du travail. Il n'est pas facile, dans les conditions de marasme économique et de désarticulation des unités de production étatiques, de trouver un emploi en RDC. Les services et établissements publics, déjà pléthoriques, demeurent cependant les principaux pourvoyeurs d'emplois à quelques privilégiés. Soulignons que de manière formelle, ces structures étatiques n'engagent pas faute des postes vacants. Cependant, malgré de nombreuses mesures interdisant le recrutement, il y a quand-même des jeunes qui sont recommandés principalement par des acteurs politiques à qui l'on offre des emplois.

Il découle de ce qui précède qu'un grand nombre de jeunes congolais évoluent dans la précarité et sont inquiets pour leur avenir. L'on a l'impression que les autorités du pays ne semblent pas cerner correctement la corrélation entre la population juvénile, l'éducation, le chômage des jeunes, la pauvreté et la dynamique du développement de la société. Ceci explique justement, d'une part, le très peu d'efforts qui sont fournis dans l'encadrement et la promotion de la jeunesse et d'autre part, l'apparition des phénomènes d'insécurité, de violence, somme toute, des œuvres de certains jeunes désœuvrés et marginalisés.

Section 2. Cadre légal et réglementaire de la jeunesse congolaise

Les questions relatives à la jeunesse ne font pas l'objet d'une réglementation particulière en RDC. Il est pourtant clair que le gouvernement ratifié un certain nombre de conventions internationales relatives à la protection des droits de l'homme et de la jeunesse. La déclaration des droits de l'homme, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Charte Africaine des droits et du bien-être de l'enfant et la Charte Africaine de la jeunesse n'en sont que quelques illustrations.

Malgré cet arsenal des textes, c'est seulement en août 2009 que le gouvernement s'est doté d'une politique nationale de la jeunesse, qui offre une structure juridique pour les jeunes afin qu'ils participent pleinement à la

vie sociale, économique et civique. Comme nous l'avons déjà relevé, ce bon document qui promeut une politique ambitieuse de la jeunesse est resté dans les tiroirs.

L'initiative du Ministère de l'emploi, travail et sécurité sociale de mettre en place le Programme National pour l'Emploi des Jeunes (Pro-YEN), qui visait à créer plus de 13 millions d'emplois entre 2013 et 2020 n'a pas produit des résultats escomptés.

Selon un expert du Ministère de la Jeunesse, il existe plusieurs projets qui peuvent booster les conditions de vie de la jeunesse congolaise mais qui ne peuvent être réalisés faute des moyens³⁰. C'est pour dire que le cadre légal de l'encadrement et de la promotion de la jeunesse est très pauvre. Il faudra que les jeunes, à l'instar des femmes, se lancent dans une lutte pour que leurs désidératas soient progressivement pris en charge par le pouvoir public dans le cadre des instruments juridiques et réglementaires. Un défis que doivent absolument relever les organisations de la société civile qui ont la jeunesse comme champ d'actions.

Section 3. Quelques problèmes rencontrés par la jeunesse congolaise

Nous avons recensé quelques principaux problèmes que rencontre la jeunesse congolaise. Il s'agit, notamment de :

- L'absence des politiques publiques d'encadrement et de promotion de la jeunesse ;
- Un mauvais système de formation de la jeunesse. L'inadéquation entre formation classique et formation professionnelle ;
- L'insertion difficile dans la vie professionnelle et l'insuffisance d'opportunités d'emploi pour les jeunes ;
- La participation insuffisante des jeunes dans la résolution de leurs problèmes ;
- La faiblesse du mouvement associatif congolais résultant de sa jeunesse ;

30 De nos entretiens avec un expert du ministère de la jeunesse ayant requis l'anonymat.



- L'instrumentalisation facile des jeunes par des acteurs politiques et des leaders d'opinion ;
- L'insuffisance des centres récréatifs et de loisirs pour les jeunes ;
- L'ignorance, l'abandon, la discrimination, l'analphabétisme, la pauvreté, les IST/VIH/SIDA, la sexualité précoce, parfois non protégée, les mariages et grossesses précoces, les avortements provoqués clandestinement, les violences, y compris les violences sexuelles ;
- La toxicomanie, l'alcoolisme et le tabagisme ;
- L'absence de protection sociale des jeunes.

Les nombreuses difficultés auxquelles sont confrontés plusieurs jeunes congolais ne leur donnent pas l'occasion d'être des artisans de leur propre épanouissement dans une société où les conditions de réussite ne sont pas toutes réunies. Condamnés par des pratiques de la sébile tendue ou de la débrouillardise improductive, des jeunes congolais n'arrivent pas, malgré eux, de faire bénéficier à la société le maximum de leur potentiel. Face à cette réalité, ne sachant que faire et par où commencer, certains jeunes se complaisent dans l'attentisme et l'inertie. D'autres par contre se sont tournés vers les pratiques religieuses passant la quasi-totalité de leur temps dans des églises où ils implorent la grâce divine et se rebellent contre les pouvoir maléfique pour que leurs conditions de vie changent.

D'autres jeunes encore se sont tournés vers des organisations politiques, de la société civile ou ont carrément développé leur génie artistique, pour essayer d'influencer le processus décisionnel du système politique qui est censé avoir un impact sur la marche de la société et par conséquent sur l'amélioration de leurs conditions de vie, de manière individuelle et collective. C'est ce dernier groupe des jeunes actifs et engagés politiquement qui nous intéressent dans cette étude. Nous allons tenter de comprendre la manière avec laquelle ils s'y prennent ainsi que toutes les ramifications qui en découlent. Ce qui ne nous empêchera pas de chercher à comprendre les facteurs qui justifient le non ou le faible engagement politique des autres jeunes.

CHAPITRE III

Les jeunes congolais et la politique

Il existe trois cadres dans lesquels les jeunes s'engagent en politique, à savoir les formations politiques (partis et regroupements politiques), les mouvements associatifs et l'art que nous allons tenter d'analyser dans leurs différents aspects pour cerner, comprendre et expliquer les pratiques des jeunes congolais face aux jeux politiques. Avant de passer à la critique et aux perspectives de l'engagement politique des jeunes, nous allons nous attarder sur le sens qu'il faut accorder à la présence des jeunes qui évoluent dans les institutions politiques.

Section 1. Engagement politique des jeunes dans des formations politiques

Les partis politiques sont des organisations qui ont pour vocation la conquête, l'exercice et la conservation du pouvoir et s'efforcent d'y arriver en mobilisant le plus grand nombre possible de citoyens. Le souci de rechercher le soutien populaire pousse les leaders des partis politiques à cibler des groupes sociaux faciles à mobiliser, à savoir les jeunes chômeurs, les femmes, les paysans, etc.

§1. Les jeunes : la cible des partis politiques

Avoir des jeunes militants est l'un des objectifs organisationnels de tous les partis politiques congolais. La disponibilité des jeunes, la facilité et le faible coût de leur mobilisation dans le cadre des manifestations publiques et leur prédisposition à jouer convenablement les rôles leur confiés font d'eux une cible privilégiée des partis politiques.

La quasi-totalité des manifestations publiques dans la ville de Kinshasa et dans les principales villes et cités du pays est l'œuvre essentiellement des jeunes dûment mobilisés par des partis politiques. Les activités de sensibilisation de l'opinion à travers les médias sont aussi menées par des jeunes

placés au-devant de la scène par les partis politiques. Des campagnes de recrutement des membres, des porte-à-porte, les accueils ostentatoires des leaders des partis politiques, des bains de foule généralement trafiqués pour attester la popularité d'un leader politique sont également des œuvres des jeunes.

L'on comprend, dès lors, toute l'importance que les leaders des partis politiques accordent à cette catégorie de leurs membres. Ce qui fait que l'encadrement des jeunes, à travers des « ligues des jeunes », est une priorité pour des partis politiques. Ceux d'entre eux qui en ont des moyens, les grands partis politiques à l'occurrence, s'organisent pour que cette structure spécialisée des jeunes qui dépend généralement du président du parti ait sa propre organisation et son propre siège, sous le leadership d'un homme de confiance du président du parti, qui n'est pas toujours un jeune.

Ces ligues des jeunes ont deux grands réservoirs où ils peuvent mobiliser facilement les jeunes. Il s'agit des milieux défavorisés et le monde universitaire. Les partis politiques, à travers les ligues des jeunes, ont des relais dans plusieurs quartiers où ils peuvent se ravitailler en jeunes qui ne sont généralement pas leurs membres. Ces jeunes généralement sans couleur politique fixe sont prêts à remplir les missions leur confiées par n'importe quelle formation politique au prix des conditions convenues.

Les universités et instituts supérieurs constituent le deuxième milieu où les partis se ravitaillent en jeunes à souhait. Notons que sur le plan légal, ces milieux sont déclarés apolitiques. Cependant, tous les partis politiques pratiquement s'efforcent à avoir des représentants dans les institutions universitaires, tant publiques que privées. Si le parti au pouvoir va plus loin en utilisant carrément les coordinations estudiantines comme relais dans les institutions universitaires, les autres partis quant à eux s'organisent avec des jeunes soigneusement recrutés et discrètement soutenus financièrement.

Selon Guelord (nom d'emprunt), un étudiant en première licence en droit de l'Université de Kinshasa, c'est son oncle, président d'un parti politique, qui lui a demandé de monter une base du parti à l'université. Il a reçu la



mission de recruter des étudiants tout en leur promettant un travail à la fin des études. A chaque activité du parti, il reçoit de l'argent de son oncle pour le frais de transport de ses camarades et des t-shirt, frappés à l'effigie du parti ou de son président. A la fin de l'activité, un membre du comité d'organisation donne des per diem aux étudiants qui prennent part à l'activité organisée par le parti politique.

Nous reprenons dans l'encadré de la page suivante les conditions générales de mobilisation des jeunes dans le cadre des manifestations des formations politiques .

Encadré 1 Mobilisation des jeunes dans les quartiers populaires et dans les établissements d'enseignement supérieur

1. Objectifs du parti :
 - Sensibiliser l'opinion sur une question d'actualité ;
 - Mobiliser 10 000 personnes ;
2. Cible principale : La population congolaise
3. Cible attendue : Des jeunes des quartiers populaires et des universités
4. Moyens de mobilisation : Argent, T-shirts, drapelets, drapeaux du partis, banderoles, sifflets, location véhicules, etc.
5. *Méthode de mobilisation des cibles* : contacts et négociations avec les leaders des jeunes dans les quartiers, les médias, les porte -à-porte, etc.
6. *Clauses de négociations avec les jeunes* : Chaque leader mobilisera 100 jeunes moyennant 250 000, plus 50 T-shirts, 100 drapelets, une banderole et un bus ; 50 000 Fc sont payés à la veille de l'activité et 200 000 Fc sont payés à la fin de la manifestation ; les jeunes doivent se chanter à la gloire du chef du parti et l'applaudir frénétiquement lorsqu'il prendra la parole.
7. *Autres choses* : pouvoir en boissons traditionnelles, cigarettes, chanvres et autres stupéfiants

Source : des nos recherches



Commentaires

L'on aura compris que les partis politiques comptent avant tout sur les jeunes pour réussir leurs activités de mobilisation populaire. Il est donc né de cette pratique de mobilisation des jeunes trois phénomènes : le « phénomène plein », le « phénomène mpiaka » et le « phénomène chida ». Le premier phénomène consiste, pour un parti politique, de démontrer sa popularité, à travers une mobilisation populaire monstre. Réussir à mobiliser autant de personnes possibles lors d'une marche, d'un meeting dans un stade ou à l'occasion de l'accueil du président du parti est donc par moment l'objectif que peut se fixer un parti politique. Le contraire du « phénomène plein » est le « phénomène mpiaka ». C'est le fait qu'un parti n'ait pas pu à mobiliser autant du monde lors de son activité.

Ces deux phénomènes précités alimentent les débats politiques après le déroulement d'une manifestation politique. Les journalistes, les analystes politiques et l'opinion vont s'attarder sur les capacités mobilisatrices des partis à travers des comparaisons. Dans une sorte de hit-parade, très vite, les leaders politiques populaires sont plébiscités et ceux qui sont en perte de vitesse sont aussi identifiés.

Mais l'on peut véritablement se demander, dans les conditions d'organisation des manifestations publiques congolaises, où c'est pratiquement la puissance financière qui compte avant tout pour mobiliser autant de gens possible, si les phénomènes « plein » ou « mpiaka » est un indicateur objectif dans la classification des acteurs politiques en termes de popularité.

Du moins, par ailleurs, l'expérience a démontré que les partis au pouvoir ont tendance à mobiliser difficilement avec d'énormes moyens financiers au moment où ceux de l'opposition mobilisent assez facilement avec moins de moyens financiers. Trois cas typiques permettent de cerner cette réalité. Le Parti Lumumbiste Unifié (PALU) mobilisait ses membres sans argent avant que son leader Antoine Gizenga n'accède à la primature en 2007. Une fois au pouvoir, les militants exigeaient, sans autre forme de procès, les moyens des transports, les per diem et des t-shirt avant de prendre part à une manifestation politique.

L'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) ne dispose plus d'autant de facilités de mobiliser sa base militante comme avant qu'elle ne soit aux affaires. Il est vrai que ce grand parti connaît des difficultés en termes d'organisation interne ; mais ce n'est vraiment pas pour cela, aujourd'hui au pouvoir, que ses dirigeants se sont vu obligés de changer d'approches de mobilisation : mettre aussi d'importants moyens financiers sur la table et de recourir aux alliés pour éviter le fiasco.

Par contre le Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD), aujourd'hui théoriquement dans l'opposition est obligé de continuer avec ses vieilles méthodes de mobilisation, d'importants moyens financiers et des alliés, pour réussir une manifestation publique.

Le troisième phénomène, « chida » est une pratique qui consiste à se faire de l'argent sur le dos des acteurs politiques lors des manifestations publiques qu'ils organisent. Sachant qu'ils n'appartiennent pas au parti qui les a mobilisés, les groupes des jeunes dans différents quartiers, exigent de l'argent avant et après une activité politique.

La chose la plus intéressante dans ce phénomène est le chantage et toutes sortes de chicanes des jeunes pour avoir au-delà de ce qu'ils se sont convenus avec les organisateurs. Il y a aussi des bagarres lors du partage d'argent, la consommation excessive des boissons dans des bistrots et le refus de payer l'addition, le refus de payer la course des taxis-bus, sont notamment des faits qui s'observent à l'issue desdites manifestations.

Ce comportement atypique à la fin de la manifestation n'est pas hasardeux. Il est plutôt bien calculé. Ces jeunes savent pertinemment bien celui qui va résoudre tous ces problèmes qu'ils auraient délibérément créés. Un simple coup de file à celui qui les a mobilisés pour lui dire que les jeunes se battent ou ont consommé sans payer la note suffit pour qu'il vienne ou délègue quelqu'un pour régler le problème. Créer des problèmes à l'occasion des manifestations politiques pour avoir un peu plus d'argent, c'est bien cela aussi le « phénomène Chida ».



§2. Les raisons pour lesquelles des jeunes adhèrent dans les formations politiques

Il n'est pas rare de rencontrer des jeunes qui affirment être des membres de plusieurs partis politiques au même moment. Outre cette illégale pratique de multi appartenance partisane, plusieurs jeunes ont développé l'habitude de passer d'un parti à un autre au gré de leurs intérêts. Ce qui nous amène à nous interroger sur les facteurs qui poussent réellement des jeunes à adhérer dans une formation politique. Nous en avons recensé quatre principaux, à savoir : la recherche d'emploi, l'envie de faire la politique, l'opportunisme et le souci de faire entendre sa voix et de changer les choses.

2.1. La recherche d'emploi

Comme nous l'avons déjà démontré, le chômage est l'un des sérieux problèmes qui gangrènent la jeunesse congolaise. Trouver un emploi est presque un privilège réservé qu'à ceux qui sont branchés politiquement ou qui ont des parents bien positionnés dans la société. Pour contourner cette difficulté, les jeunes qui n'ont personne pour les recommander se voient obligés, malgré eux, d'adhérer au parti au pouvoir ou dans un parti politique dont le leader est membre du gouvernement national ou provincial.

Ainsi, chaque fois qu'il y a un nouveau gouvernement, tout en étant membre du parti au pouvoir, des jeunes quittent les partis des ex ministres pour adhérer en même temps presque massivement dans différents partis politiques de nouveaux ministres, dans l'espoir d'obtenir d'eux une recommandation dans une entreprise publique ou dans la fonction publique ou encore dans une société privée. Une fois l'emploi trouvé grâce à son leader politique, le jeune employé demeurera membre du parti et défenseur, toute proportion gardée, de son bienfaiteur. Ceux qui sont sur la liste d'entente resteront attachés aux différents partis jusqu'à ce qu'ils trouvent l'emploi.

Ainsi par exemple, depuis 2019, les partis comme l'UNC, l'AFDC, l'ACP, ont enregistré des adhésions massives des jeunes universitaires surtout. Par

contre, des partis dont les leaders ont quitté le gouvernement comme l'ULDC, l'ATD, la CDU ont enregistré quant à eux beaucoup de départs. Le parti Ensemble pour le Changement qui a été déserté par des jeunes en 2019, après la publication des résultats des élections, a enregistré de nouveau des vagues d'adhésions en 2020 après son entrée au gouvernement. L'ECIDE dont le leader n'a pas accepté l'offre d'ouverture politique du président en 2020 et qui est resté dans l'opposition n'a donc pas connu d'importants mouvements d'adhésions. Le PPRD qui comptait plusieurs jeunes qui s'y accrochaient dans l'espoir d'être casés quelque part a enregistré de nombreux cas de défection des jeunes en 2020 à la suite de la dissolution de la coalition FCC-CACH. Dans plusieurs provinces où l'UDPS était en perte de vitesse comme le Maniema, le Bas-Uele et le Kongo Central, elle est aujourd'hui débordée par des vagues successives d'adhésion des nouveaux membres, essentiellement des jeunes en quête d'emploi. Les mêmes mouvements d'adhésion ou des départs des jeunes dans les partis politiques seront observés à la veille et à l'issue des élections. Ceci pour autant dire que l'adhésion de plusieurs jeunes dans des formations politiques est plus fonction de leurs attentes en termes d'emploi qu'ils cherchent plutôt qu'un engagement politique et une lutte idéologique pour un changement social.

2.2. L'envie de faire la politique

Tous les jeunes n'adhèrent pas dans des partis politiques pour des raisons d'emploi. Certains, qui finissent par devenir des cadres, adhèrent dans des partis politiques par la passion de faire la politique ou alors, par le souci et l'envie légitime de devenir comme un acteur politique qu'ils admirent et qui est devenu pour eux tout un modèle de vie, une source d'inspiration.

De l'avis de plusieurs jeunes, les politiciens sont des hommes les plus forts et les plus riches du pays. Ils sont intouchables, prestigieux, couverts d'honneurs, entretiennent plusieurs maîtresses, roulent carrosse, etc. Ce train de vie luxueux et ostentatoire leur fait tourner la tête et constitue une source d'inspiration pour de nombreux jeunes qui ne rêvent que de devenir acteur politique.

Comme la voie royale pour devenir politicien en RDC est de se faire membre d'un parti politique, de nombreux jeunes deviennent militants ou cadres hyper zélés dans l'espoir de faire la carrière politique.



En outre, plusieurs jeunes, membres des familles des acteurs politiques, adhèrent dans des partis politiques, volontairement ou après leur insistance de leurs parents. Ces jeunes sont systématiquement préparés pour assumer des responsabilités politiques ou pour remplacer leurs parents éventuellement, donnant ainsi lieu à un nouveau phénomène tant décrié depuis un certain temps en RDC, celui de la famille biológico-politique.

Généralement, à l'occasion du partage des dividendes politiques, des acteurs politiques privilégient avant tout la famille politico-biologique. C'est-à-dire que les enfants, les neveux, les nièces et les beaux-fils fraîchement sortis de l'université, sans compétence requise et surtout sans avoir milité comme les autres jeunes du parti, sont propulsés au-devant de la scène politique. Il est donc devenu normal de retrouver dans des cabinets politiques (ministériels, des membres du Bureau de l'Assemblée Nationale, des Assemblées provinciales, des gouverneurs de province, etc.) plus de trois enfants du dirigeant politique. Nous y reviendrons plus loin.

Il en est de même au parlement où des députés et sénateurs promus ministres ont été remplacés, à la stupéfaction de l'opinion, par des suppléants qui sont leurs enfants, dont certains, sont à peine âgé de 26 ans. La presse nationale rapporte souvent des cas atypiques lors des mises en place dans les entreprises ou établissements publics avec des nominations des enfants des acteurs politiques dans le cadre du quota réservé au parti ou regroupement politique.

L'on peut dès lors comprendre l'intérêt pour des jeunes d'adhérer dans les partis politiques lorsqu'ils remarquent le niveau de vie qu'atteignent leurs amis, une fois positionnés dans la sphère politique ainsi que tous les avantages qui s'en suivent. Ils espèrent ainsi de devenir un peu comme eux si pas plus.

2.3. L'opportunisme

Plusieurs jeunes se sont faits membres des partis politiques par oisiveté tout simplement. Ces derniers rejoignent des amis et connaissance dans le siège de leurs partis respectifs où ils passent la quasi-totalité de la journée, au service du leader et des cadres du parti. Le parti politique est devenu

par conséquent une occupation pour plusieurs jeunes. Ces derniers s'organisent pour rendre utiles leur présence en propageant les nouvelles du parti, en recrutant des nouveaux membres, en fouillant des informations pour les dirigeants du partis et en exécutant toutes les tâches leur confiées. Ce qui leur donne l'impression d'avoir un job. C'est ainsi que nous retrouvons dans les sièges des partis et regroupements politiques la présence très remarquée des jeunes oisifs et prêts à tout faire aux premiers ordres du leader.

En contrepartie de leur disponibilité à tout faire, ces jeunes ont développé des réflexes particuliers de mendicité pour avoir des solutions à leurs problèmes au niveau du parti politique. Ils tendent la sèbile à tout visiteur et soumettent à la bienveillance du chef du parti leurs problèmes notamment de santé, de logement et vestimentaire, qu'il se voit obligé de résoudre, selon ses moyens.

Il s'est donc créé un contrat tacite entre jeunes et leaders des partis politiques. Les dirigeants des partis, face aux jeunes, se comportent plus comme des employeurs alors que les jeunes qui les suivent qui se comportent, quant à eux, plus comme des employés-courtiers des chefs des partis plutôt que des militants bénévoles.

2.4. Le souci de faire entendre sa voix et de changer les choses

Très peu des jeunes adhèrent dans des formations politiques avec la prétention d'apporter, autant que possible, leur contribution au processus de développement de la société. Il s'agit des jeunes idéalistes, ambitieux et révolutionnaires qui émergent non sans difficultés dans des partis politiques. Ils ont choisi généralement des petits partis politiques où la lutte n'est pas aussi grande et y occupent des responsabilités importantes. Ces jeunes ont généralement une vision de la société et s'engagent en politique dans le but de la réaliser. Seulement l'univers politique congolais ne donne pas assez de possibilité aux jeunes sans moyens, sans connexion politique et surtout aux idées progressistes d'avoir droit au chapitre. Ces jeunes demeurent des politiques de seconde zone, sans jamais avoir l'occasion de matérialiser leurs idées qui finissent par moisir dans la tête ou dans les bons documents où elles ont été intelligemment écrites.



Ceux qui adhèrent dans des grandes formations politiques avec l'idée de changement en tête sont vite rattrapés par la réalité et finissent par abdiquer pour se tourner vers leurs propres organisations. En effet, le mode d'organisation et de fonctionnement de la plupart de partis politiques congolais ne peut nullement stimuler un jeune, plein d'idées de changement, d'y évoluer allègrement. On le sait : les partis politiques congolais ont la triste réputation d'être des biens privés de leurs initiateurs et sont caractérisés par l'absence de démocratie interne, la mauvaise politique de gestion des cadres et des militants, la non redistribution des dividendes politiques, le factionnalisme et l'instrumentalisation de la jeunesse.

Face à cette réalité, quelques rares jeunes ont carrément décidé de créer leur propre parti politique, afin de mener la lutte politique. Ces partis initiés par des jeunes ont du mal à rayonner dans un environnement politique où seuls ceux qui siphonnent l'argent depuis les caisses de l'Etat ont la possibilité de tenir durablement le coût du fonctionnement régulier de leur machine politique. Par contre, ceux qui sont limités par les moyens requis pour créer et faire enregistrer un parti politique se sont rabattus tout simplement aux mouvements associatifs pour tenter d'influencer la marche de la société.

L'on peut donc déduire à ce niveau que l'adhésion des jeunes dans une formation politique est soumise à une logique toute particulière. Il y a des jeunes qui se retrouvent dans un parti par affinité ou imposition familiale, par appartenance tribale, ethnique ou provinciale. Certains jeunes adhèrent dans des partis par le souci de trouver un emploi alors que d'autres c'est par simple appréciation d'un leader politique. Il y a aussi des jeunes qui se font membres des partis parce qu'ils manquent à faire et trouvent dans le parti un endroit où passer leur temps, en attendant de trouver un emploi. Plusieurs jeunes adhèrent dans des partis en misant sur la bienveillance et la charité du chef du parti. Très peu des jeunes cependant se font des membres des partis dans le souci de faire entendre leur voix et d'apporter un changement des conditions de vie. Ce qui soulève clairement à ce niveau précis la question de culture politique et de l'idéal dans le chef de plusieurs jeunes congolais.

§3. Les missions confiées aux jeunes dans les partis politiques

L'on peut distinguer deux catégories des jeunes dans les formations politiques : les jeunes cadres, qui sont proches des dirigeants du parti et les jeunes militants, des garçons de courses ; des jeunes prêts à tout faire.

3.1. Les missions confiées aux jeunes de la première catégorie

Les jeunes de la première catégorie font partie des dirigeants du parti et assument à ce titre des responsabilités dans des structures du parti. Réputés être de la famille, ou des proches du président et/ou du secrétaire général, ces jeunes soigneusement sélectionnés et initiés à la vie politique prennent part au processus décisionnel. Ils accompagnent les leaders du parti, travaillent dans leurs cabinets politiques et gèrent des secteurs leur confiés comme la mobilisation et implantation du parti, la ligue des jeunes, les finances ou la communication du parti. Ils reçoivent, pour ce faire, des moyens financiers pour remplir leur mission.

Il s'agit ici de l'initiation des jeunes à la vie politique, selon les us et coutumes du leader qui forme. Il y a donc transmission des valeurs et des antivaleurs à la fois. L'on sait pratiquement ce que valent les hommes politiques congolais en termes des valeurs et de culture politique. Et l'on peut par ricochet se faire une idée plus ou moins objective sur ce que sont aujourd'hui et seront demain ces jeunes qui passent par leur école politique.

3.2. Les missions confiées aux jeunes de la deuxième catégorie

Les jeunes de la deuxième catégorie, sont des militants, des bénévoles et ses suiveurs qui ne sont là que pour exécuter les tâches qui leur sont confiées par les dirigeants du parti. Notons que les partis politiques sont considérés comme des biens privés de leurs initiateurs, souvent Président ou Autorité Morale à vie.

Aux jeunes militants, qu'ils considèrent comme leurs garçons de courses ou une main d'œuvre bon marché, ils leur confient des rôles de seconde zone. C'est notamment le rôle des membres des comités d'accueil, des manifestants, des mobilisateurs. A ce titre, les jeunes, habillés aux habits pimpants neuf, frappés à l'effigie du chef du parti et drapelets à la main, doivent faire preuve d'un enthousiasme démesuré, applaudir, danser,



chanter et pousser des cris de joie au rythme des instruments musicaux endiablés, à la gloire du parti et de son initiateur.

On confie aux jeunes de la deuxième catégorie des missions particulières comme collecteurs d'informations, perturbateurs de l'ordre public ou des manifestations des adversaires politiques, etc.

C'est justement ces rôles de seconde zone qui ont donné naissance à ce qu'il convient d'appeler le « factice militantisme » des jeunes congolais. Ceci se traduit par des chants obscènes, truffés d'insultes qui sont entonnés, lors des matinées politiques ou des manifestations publiques, sous la barbe des leaders politiques, pour humilier des adversaires politiques.

D'autres jeunes fument du chanvre, s'enivrent de l'alcool et détiennent des armes blanches, sous les regards complices de leurs leaders politiques. Par moment, des jeunes militants des partis adverses nous offrent le spectacle des scènes violentes des bagarres rangées et surtout, ils nous ont habitués, lors des manifestations publiques contre le pouvoir en place, aux tristes cas de vandalisme, de vol et des destructions méchantes des biens publics et privés.

On a la nette impression que les jeunes de seconde catégorie restent opportunistes, manipulables à souhait et débout sur un pied. Comme la girouette au coup du vent, ils sont balancés entre partis politiques qui se servent d'eux avant de les ignorer sinon les effacer lors du partage des dividendes politiques.

Section 2. L'engagement politique des jeunes dans des mouvements associatifs

§1. Petit recul historique des mouvements associatifs en RDC

Les mouvements associatifs en RDC ont une histoire qui remonte de la période coloniale. Tout a commencé officiellement avec le décret-loi du 1^{er} mars 1914 du gouverneur général qui accordait la personnalité civile aux organisations de la société civile, tandis qu'un autre décret de 1926 autori-



sait la création des établissements d'utilité publique à but non-lucratif.³¹ La colonie congolaise a connu l'existence de plusieurs associations à caractère tribal dont la plupart se mua avec le temps en partis politiques.

Malgré cette migration à la politique, bon nombre d'organisations de la société civile ont gardé leurs objectifs de départ. A l'indépendance, la société civile congolaise a pris son envol avec un foisonnement d'organisations qui s'intéressaient plus aux problèmes de la promotion des droits des travailleurs, des libertés civiles et politiques, et du développement des entités locales.

Avec le coup d'Etat du président Mobutu le 24 novembre 1965, le pays a connu une restriction remarquable des libertés et l'anéantissement des organisations de la société civile, qui désormais se focalisèrent sur des activités caritatives essentiellement. Seule l'Église catholique qui se permettait, en tant que groupe de pression, de faire entendre sa voix sur les questions sociopolitiques et économiques du pays. Ce qui lui a valu le feu de la dictature et a dissuadé toutes les autres organisations de la société civile de donner leurs avis sur les questions politiques. En fait le monopartisme zaïrois s'accompagnait du monosyndicalisme et des mono mégas structures organisationnelles au point de restreindre drastiquement la possibilité des petits groupes de jouer un rôle de premier ordre en dehors du méga groupe qui les représentait et dont les dirigeants étaient inféodés par le pouvoir politique autocratique.

Les choses vont cependant changer avec le processus de démocratisation déclenché le 24 avril 1990 et les nouvelles exigences des partenaires au développement. N'ayant pratiquement plus confiance aux institutions publiques, les partenaires du Zaïre avaient décidé de passer par les organisations de la société civile dans le cadre de leur politique d'aide au développement. Puis vint la fameuse Conférence Nationale Souveraine où la société civile congolaise occupa une place de choix, aux côtés des représentants des partis politiques.

A partir de 1990 donc, les organisations de la société civile vont pousser comme des champignons. La société civile est alors structurée et fonctionne avec des organes bien déterminés. Son rôle dans le fonctionnement de l'Etat est reconnu et ses représentants sont régulièrement consultés par le pouvoir. Leurs différents points de vue seront aussi pris en compte dans la conception et l'implémentation des politiques publiques. Nous sommes en fait dans une période de crise institutionnelle de rare intensité, avec des dirigeants politiques illégitimes, qui étaient en quête de légitimité qu'ils s'efforçaient d'avoir à travers, notamment les acteurs de la société civile.

C'est ainsi qu'en 2001, à l'occasion des négociations politiques qui visaient à mettre fin aux différentes guerres et de réunifier le pays face aux groupes rebelles et à un fagotin des milices incontrôlées, la société civile sera érigée en l'une des cinq composantes du Dialogue Inter-Congolais, aux côtés du gouvernement de Kinshasa, le mouvement rebelle RDC/Goma, le mouvement rebelle MLC et l'opposition politique non armée. La société civile congolaise deviendra dès lors une force politique agissante et une actrice politique reconnue au même titre que les formations politiques et ses membres vont participer, non seulement à la résolution de la crise politique congolaise mais aussi à la gestion de la chose publique.

En 2001, le président Joseph Kabila a promulgué la loi n°004/2001 portant dispositions générales applicables aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique. Cette loi qui est d'application jusqu'à ce jour a contribué de manière considérable à l'essor des organisations de la société civile en RDC. Depuis lors, le pays compte des milliers d'organisations de la société civile ; chacune d'elles a son domaine de prédilection, notamment : la promotion des droits de l'homme, l'éducation civique et politique, la gouvernance, la protection de l'environnement, la promotion de la femme, des jeunes, des personnes marginalisées, etc.

En outre, non seulement qu'elle est de plus en plus très active et dynamique, la société civile congolaise contribue aussi et surtout à l'amélioration des conditions de vie de la population à travers ses nombreux plaidoyers qu'elle mène auprès des décideurs politiques et des partenaires au développement. Dans plusieurs coins du pays où le pouvoir public est



souvent défaillant, le salut de la population réside dans les activités et les œuvres sociales de la société civile.

Il faut compter parmi ces organisations de la société civile celles des jeunes, c'est-à-dire créées et pilotées par des jeunes et celles qui recourent aux jeunes pour la défense des intérêts des citoyens, la consolidation de la démocratie et le développement durable.

§2. Quelques principaux mouvements associatifs des jeunes

Les jeunes congolais ont trouvé dans les OSC une vraie opportunité pour participer à la vie politique. Le nombre d'associations des jeunes et des ONG qui ont la jeunesse comme champ d'action n'est pas connu tellement qu'il est élevé. Des associations et des réseaux d'associations des jeunes fonctionnent dans toutes les provinces jusqu'au niveau des quartiers. Un travail de recensement de ces associations et l'analyse de leur efficacité s'avère à ce jour nécessaire. Nous reprenons ici quelques associations des jeunes qui sont bien connues et qui jouent un rôle important dans la mobilisation de la jeunesse jeunes et qui sont très engagés politiquement.

Tableau 2. Liste des principaux mouvements associatifs des jeunes

N°	Dénomination	Sigle	Observations
1	La Ligue des Jeunes pour la Renaissance du Congo	LYREC	
2	Le Réseau des Jeunes Professionnels Congolais	RJPC	Le Réseau des Jeunes Professionnels Congolais (RJPC) est une plateforme ayant pour objectifs le développement et l'accompagnement professionnel des jeunes afin de contribuer à la réussite de leurs plans de carrière
3	Réseau des Adolescents et Jeunes Congolais en Population et Développement, en sigle «	RAJECOPOD	
4	Réseau des Associations Congolaises des Jeunes	RACQJ	C'est une plate-forme nationale de plus de 500 organisations des jeunes
5	Les Jeunes Congolais pour l'Action Climatique	JECAC	
6	Fondation TELEMA	FOTEL	Elle se présente comme un facilitateur au service de l'automatisation des jeunes via l'entrepreneuriat des jeunes congolais.
7	Parlement des Jeunes	PDJ	Une structure apolitique, non confessionnelle et souveraine, le parlement des jeunes Congolais se veut une société civile de la jeunesse du Congo Démocratique, regroupant à son sein les jeunes
8	Réseau de Jeunes d'Education civique et Politique	REJED	
9	Regroupement de la Jeunesse Congolaise	RJC	
10	Jeunesse-avenir	JAV	

Source : De nos recherches

Commentaires

La RDC compte plusieurs associations des jeunes qui jouent un rôle majeur dans la mobilisation des jeunes et qui s'impliquent de manière active pour faire entendre la voix d'une jeunesse souvent marginalisée par le pouvoir public. Ces associations ont opté pour un mode de fonctionnement en réseau afin d'être efficaces dans un pays où le nombre d'associations des jeunes n'est pas connu.

Le manque de culture de cotisation, la pauvreté des jeunes et le très faible appui des institutions nationales ont pratiquement soumis les réseaux des jeunes à un rythme de fonctionnement qui dépend de la bienfaisance des partenaires privés nationaux et surtout internationaux qui leur dictent par moment des lignes à suivre. Malgré cette réalité, ces mouvements des jeunes s'efforcent de jouer pleinement leur rôle avec des actions qui impactent la société. Ils feraient davantage s'ils bénéficient d'un bon coaching assorti des moyens suffisants qui soient à la hauteur de leurs ambitions.

§3. Des actions politiques des organisations de la société civile des jeunes

Les associations des jeunes dans le cadre de leur engagement politique s'illustrent dans des plaidoyers et des lobbyings, des actions de mobilisation communautaire, des interpellations des gouvernants et la participation aux activités politiques.

3.1. Les plaidoyers et lobbyings

Les plaidoyers auprès des autorités politiques constituent à ce jour l'une des principales activités que mènent les organisations des jeunes. Ces plaidoyers prennent la forme des correspondances par lesquelles les jeunes donnent leurs avis sur les questions de développement de la société ou attirent l'attention des autorités sur un aspect important de la vie publique ou encore exigent l'amélioration des conditions de vie. Certaines de ces correspondances sont publiées par la presse, un peu comme pour exercer la pression sur les autorités afin qu'elles y réservent une suite favorable. Les lettres de rappel suivent généralement en cas d'absence de réponse de la part du destinataire. Ceci pour ainsi dire que les correspondances-plaidoyers sont donc le moyen par excellence d'expression des jeunes de la



société civile. C'est le sceau de leur engagement politique et une manière pour eux de marquer leur présence dans l'univers politique.

Les plaidoyers prennent aussi la forme des pétitions. Les associations des jeunes s'organisent pour interpellier les décideurs et les pousser à agir en fonction d'une orientation précise. Les opérations de récolte des signatures par des associations des jeunes sont devenues monnaie courante en RDC. Ceci est un signe d'une participation citoyenne active.

Les médias rapportent de plus en plus les pétitions des jeunes, avec des recommandations et des exigences, sur quasiment toutes les questions d'intérêts publics. Le média en ligne 7SUR7.CD et la radio Top Congo sont devenus aujourd'hui, au regard de leur forte audience et large couverture, le cadre par excellence où les jeunes ont pris le goût et l'habitude de diffuser les informations relatives à leur pétition, avant même qu'ils la soumettent officiellement à l'autorité à qui elle est destinée. Et généralement, les autorités réagissent plus vite lorsque les jeunes passent par ces deux médias qui sont devenus un moyen pour eux de les atteindre aussi facilement que possible.

Aux plaidoyers, il faut ajouter des lobbyings, un autre moyen apparemment efficace, surtout à la veille des périodes électorales, qui permettent aux jeunes d'exercer des pressions sur les autorités publiques. Ces lobbyings prennent la forme des audiences, des rencontres, des sit-in, de la participation des autorités aux activités initiées par les jeunes, des entretiens et des contacts directs et réguliers entre des jeunes et l'entourage d'une autorité politique.

Ces différentes formes de lobbyings, à l'initiative des jeunes généralement, sont des face-à-face, par moment très chauds, entre les autorités et les leaders des associations des jeunes. Ces jeunes en profitent pour se faire connaître des autorités, avoir leurs contacts, et leur poser directement des problèmes, avec en toile de fond, obtenir un engagement d'agir de l'autorité politique.

Ces jeunes se montrent par moment très intransigeants et parfois embêtants pour les autorités tant qu'elles n'auront pas résolu leurs problèmes.

Il s'ensuit une bonne collaboration lorsqu'ils trouvent satisfaction aux problèmes posés et une inimitié, parfois assortie des menaces et des intimidations des autorités à l'endroit de jeunes, et vice-versa, au cas contraire.

Nous reprenons ici, en guise d'exemple, la lettre de l'autorité urbaine de Boma face à un plaidoyer d'une association des jeunes.

Encadré 2. Réaction d'une autorité face au plaidoyer d'une association des jeunes

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
PROVINCE DU KONGO CENTRAL


VILLE DE BOMA
BUREAU DU MAIRE

Boma, le 24/06/2022.

N° 446/V.B.K.C./2022.
Transmis copie pour information à :
- Honorables Députés Nationaux élus de la Ville de Boma (Tous) à KINSHASA
- Honorables députés Provinciaux de la Ville de Boma ;
- Messieurs les Bourgmestres des Communes de Kabondo, Kalamu et Nzadi ;
- Monsieur le Président du Cadre de Concertation de la Société Civile ;
(TOUS) à BOMA

Objet/
Implication pour l'élaboration effective du plan de développement local de la ville

Monsieur le Coordonnateur du Collectif des Jeunes engagés pour le développement Intégral « COJEDI-RDC ONG-Asbl » à BOMA.

Monsieur le Coordonnateur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre n° 062/COJEDI/BO/2022 du 28 mai 2022 ayant trait à l'objet repris en marge dont le contenu a retenu mon attention toute particulière et vous en remercie pour ce souci.

Toutefois, je vous informe que le processus quant à l'élaboration de ce plan de développement local (PDL) a déjà été amorcé depuis 2 ans à travers des forums participatifs d'abord avec l'ONG IDEL et aujourd'hui avec le Cadre de Concertation de la Société Civile de Boma.

Votre contribution à ces travaux serait la bienvenue et vous invite à prendre contact avec cette méga structure pour apporter aussi votre pierre à l'édifice.

l'expression de mes sentiments patriotiques.

Veuillez agréer, Monsieur le Coordonnateur,


Le Maire de la Ville,
Marie Josée NIONGO NSUAMI

Avenue du 24 novembre n° 3, quartier Boma-Ville, Commune de Nzadi
E-mails : mairieboma@gmail.com - mairieboma2008@gmail.com

Source : De nos archives.

Commentaires

A travers cette correspondance de l'autorité urbaine de Boma, l'on peut déduire que les jeunes réunis au sein de l'ONG COJEDI sont intéressés par les questions de développement de leur entité et s'engagent, avec les moyens qui sont les leurs, à y contribuer. Ce qui ne laisse pas indifférent le Maire qui trouve, à l'occasion, une fenêtre pour les associer dans le processus réflexif. Il faut dire que des cas pareils dans différentes entités sont légions et méritent d'être encouragés puisqu'ils constituent sans nul doute un bel exemple de participation politique des jeunes.

3.2. Des actions de mobilisation communautaire

Les associations des jeunes excellent également dans les activités de mobilisation communautaire, c'est-à-dire des projets ou des programmes d'actions qui visent à encourager les membres de leur communauté, de les emballer dans des activités de développement et de les attirer vers des causes communes. La mobilisation suppose qu'on travaille avec les groupes sociétaux afin de développer des relations significatives, de renforcer les capacités des acteurs et de promouvoir la participation citoyenne.

Ainsi, les associations des jeunes organisent des réunions communautaires au cours desquelles les questions politiques sont au centre. Ils discutent notamment sur ce qui ne marchent pas, établissent des responsabilités et décident sur les actions à mener afin de ne pas être victimes de l'inertie des acteurs politiques.

Dans le cadre des actions de la mobilisation communautaire, les jeunes organisent des activités culturelles, comme des concerts musicaux, les théâtres qui constituent des occasions pour eux de sensibiliser l'opinion publique sur des problèmes de la société et d'interpeller les gouvernants sur leur rôle de promouvoir le bien-être collectif.

Les conférences-débats dans des salles paroissiales des quartiers ou ailleurs peuvent être comptabilisées dans les activités de mobilisation communautaire que mènent les mouvements des jeunes. Plusieurs sujets d'actualité souvent sont abordés au cours de ces journées de réflexion où l'on invite généralement des élus, des autorités politiques et des intellectuels.

Si les autorités en profitent pour rendre compte et relever les difficultés auxquelles elles font face dans le cadre de la gestion de la chose publique, les jeunes, quant à eux, en profitent pour les interpellier, à travers des questions pertinentes, sur leur manquement, avant de les inviter à changer de fusils d'épaule.

3.3. Des interpellations des gouvernants

Les associations des jeunes s'illustrent aussi dans des interpellations directes des autorités. Ne pouvant les atteindre directement ou facilement, plusieurs mouvements des jeunes ont opté pour la stratégie des médias. Soulignons qu'avec le foisonnement des médias et la liberté d'expression plus ou moins acceptable, des jeunes de la société civile ne mettent plus de gants pour parler de l'action politique des gouvernants. Les dénonciations sont devenues monnaie courante. Les acteurs politiques dont l'action n'est pas efficace ou qui s'illustrent dans des baroques comportementaux sont clairement indexés.

Cette tendance d'interpeller des acteurs politiques par les leaders des associations des jeunes a pris de l'ampleur grâce notamment au grand nombre d'émissions à caractère politique, toujours à la quête de la notoriété et de l'audience, qui s'acquièrent aussi par la qualité des intervenants et des interventions. L'une de ces émissions devenues très célèbres est « le débat », diffusée du lundi à vendredi, de 11 h00 à 13h30, à la radio Top Congo Fm.

La stratégie de passer par les médias semble plus efficace pour les jeunes. Non seulement qu'elle mobilise directement l'opinion sur une question donnée, du fait que tout le monde en parle, mais aussi et surtout, elle contraint l'autorité écorchée à réagir avec célérité. Ainsi, par souci de préserver son image, à laquelle l'homme politique congolais est particulièrement très attaché, il se voit obliger de trouver la solution au problème posé, non sans avoir pris le soin de s'expliquer.

3.4. La participation aux activités politiques

La participation des mouvements des jeunes dans des activités politiques nous renvoie à un phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur dans quasiment toutes les entités du pays : « le phénomène des jeunes leaders »



ou « des associations de soutien aux autorités politiques ». Il s'agit des mouvements associatifs des jeunes, qui sont soit autonomes soit partenaires des partis ou regroupements politiques soit encore attachés à un acteur politique. Il est assez facile de reconnaître ce type très particulier d'associations : leur dénomination reprend soigneusement le nom ou la fonction de la personne soutenue ou alors celui de sa structure politique.

Ce type d'associations des jeunes voit généralement le jour après l'élection ou la nomination d'un acteur politique à un poste des responsabilités. Des jeunes de son quartier, de sa province ou de son groupe ethnique s'organisent spontanément ou à son initiative pour monter une structure qui va l'accompagner durant son mandat, et même après celui-ci. Tout dépendra en réalité de ses capacités à financer le fonctionnement du mouvement.

Toutes les autorités du pays, en commençant par le Président de la République jusqu'aux chefs de secteurs, en passant par les élus directs et indirects et les mandataires des entreprises et établissements publics, recourent à cette pratique. Il faut trouver dans cette pratique des mouvements de soutien politique populaire. Certaines autorités ont carrément plusieurs groupes de soutien que l'opinion découvre lors de leur auto-présentation dans les médias, banderoles en main, avec une déclaration de soutien. Tous ces groupes ont des pages Facebook, à défaut d'un site internet, où ils postent les activités de leur leader.

Les jeunes leaders, comme ils aiment se faire appeler, reçoivent des autorités qu'ils soutiennent, les moyens financiers et tous les supports de marketing (t-shirt frappés à l'effigie de l'autorité politique) et deviennent des défenseurs zélés et des fanatiques de l'autorité qu'ils soutiennent dans les médias, dans les réseaux sociaux et dans leur milieu de vie. On les retrouve à côté de l'autorité lors de ses activités tant officielles que privées, montant parallèlement sa sécurité.

Nous reprenons quelques associations de soutien des autorités, une photo de l'une d'entre elles et un article de presse d'une activité de soutien d'un groupe des jeunes leaders.

Tableau 3. Liste des mouvements des jeunes associés aux acteurs politiques

N°	Dénomination	Sigle	Personne soutenue
1.	Groupe d'Appui aux Actions du Président FATSHI	GAAP	Le Président de la République
2.	Alliance de Soutien à Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo	A.SO.FA.TSHI, ASBL	Le Président de la République
3.	Groupe de Soutien aux Actions du Professeur Modeste Bahati	GSP	Le président du sénat
4.	Les Amis de Simon Mboso	ASM	Simon Mboso, Président de l'Assemblée Nationale
5.	Les Soldats de Sama Lukonde	SOSAL	Le Premier Ministre Sama Lukonde
6.	Les Amis de Gentiny Ngobila	AGN	Le Gouverneur de Kinshasa
7.	Wandani-club	Wandani	Le Gouverneur du haut Katanga
8.	Dynamique Katumbi Président	DYKAP	L'opposant Moïse Katumbi
9.	Les Vrais Amis de Augustin Matata Ponyo	VAM	L'opposant Augustin Matata
10.	Génération Fayulu	GEFA	L'opposant Martin Fayulu

Source : De nos recherches



**Encadré 3. Photo d'une association de soutien du Président de la
République**



Source : Photo téléchargée sur le site <https://www.bing.com/images/search?view=deta>, le 21 juin 2022.

Encadré 4. Activité de soutien d'un groupe des jeunes leaders à un acteur politique

Sénat : Bahati reçoit le soutien «des jeunes leaders» qui «demandent aux sénateurs de voter sans tenir compte des mots d'ordre»



Dans une déclaration lundi 22 juillet 2019 à Kinshasa, un groupe de personnes se présentant comme étant «des jeunes leaders toutes tendances confondues», ont apporté leur soutien à la candidature de Modeste Bahati Lukwebo au perchoir du Sénat. Cependant, ces derniers invitent «les sénateurs à voter en toute objectivité et responsabilité sans tenir compte des mots d'ordre d'où qu'ils viennent et de ne pas céder à la corruption mais plutôt de privilégier l'intérêt supérieur du peuple en rejetant toute candidature fantaisiste ayant pour but de favoriser traqueurs de la République». «Considérant le rôle impérieux et pertinent du Sénat dans notre pays, le speaker de cette institution doit incarner les valeurs de moralité et humanité et de modestie, non couvert par une quelconque sanction internationale ni reproché de violation grave des droits de l'homme, encore moins des crimes contre l'humanité», ont-ils dit. C'est pourquoi, poursuivent ces jeunes, «nous manifestons notre indéfectible soutien à la candidature de l'honorable sénateur Bahati Lukwebo à la présidence du Sénat pour un Sénat responsable et innovant, à l'écoute du peuple et des provinces». Pour terminer, ces «jeunes leaders» ont «recommandé à tous les acteurs politiques, un esprit de sportivité et d'humilité».

Jeff Kaleb Hobiang

Source : <https://7sur7.cd/2019/07/22/senat-bahati-recoit-le-soutien-des-jeunes-leaders->, page consultée le 21 juin 2022.



Commentaires

Comme l'on peut bien s'en rendre compte, les acteurs politiques congolais ont créé, en dehors des ligues des jeunes de leurs partis politiques, des mouvements des jeunes qui ont pour principale mission, d'exécuter les tâches spécifiques qu'ils leur sont confient. Ces mouvements des jeunes, généralement sans personnalité juridique, que nous pouvons qualifier des « structures de sous-traitance politique », accomplissent, moyennant des espèces sonnantes et trébuchantes, « toute mission » leur confiée.

Les avantages moraux, matériels et financiers que procurent un groupe d'appui à une autorité motivent plusieurs jeunes à créer des groupes d'appui aux autorités. En effet, il y a de ces groupes qui reçoivent du leader politique qu'ils soutiennent des moyens financiers pour faire fonctionner le siège du groupe, réaliser des activités et ce, en dehors des per diem comme rétributions pour les services qu'ils leur rendent au quotidien.

Il existe donc des jeunes, sans être des membres des partis politiques, participent ainsi de manière active à la vie politique du pays, via des mouvements associatifs. Entre-temps, ces mouvements des jeunes leaders soulèvent la question d'éthique politique, de manipulation des jeunes et d'achat de conscience des jeunes par les acteurs politiques. De tout point de vue, ces mouvements des jeunes leaders constituent une forme d'exploitation indigne et inacceptable des jeunes et un abus du pouvoir de la part des autorités politiques. En effet, ces dernières profitent non seulement de leur position mais aussi de leur situation financière pour subjuguier et manipuler les jeunes, généralement sans ressources financières, et de les réduire pratiquement en une main d'œuvre bon marché pour toutes sortes d'opérations politiques et individuelles.

Il serait souhaitable que les jeunes prennent conscience de leur vrai rôle dans la société et de leur manière de participer à la vie politique au lieu d'être des simples porteurs des malles des acteurs politiques qui leur donnent, avec dédain et mépris, du poisson en lieu et place de l'hameçon.

§4. Des mouvements citoyens des jeunes

L'activisme des jeunes de la société civile a connu un grand tournant avec l'évolution de la situation politique du pays. En effet, depuis 2013, soit deux années seulement après la réélection contestée de Joseph Kabila à la tête du pays, l'actualité politique en RDC était dominée par la question de la révision de la constitution afin de lui offrir, selon ce qui se disait, un troisième mandat. C'est le chef du parti présidentiel, Evariste Boshab, qui a donné le ton à ce sujet en publiant l'ouvrage intitulé « *entre la révision constitutionnelle et l'inanition de la nation* »³², dans lequel il fait un plaidoyer pour le changement de la Constitution avec comme but inavoué, le maintien du président Kabila, son patron, au pouvoir.

Les critiques se multiplièrent l'encontre de Joseph Kabila, le président en fonction depuis douze ans. Les acteurs de l'opposition ont crié contre un projet de modification de la Constitution pour permettre à la majorité de rester au pouvoir avec son autorité morale et celle-ci cria à un procès d'intention. C'est dans ce contexte que va naître à Goma, dans la province du Nord Kivu, le tout premier mouvement citoyen connu : la Lutte pour le Changement, « LUCHA » en sigle. Les jeunes leaders de ce mouvement, dont les structures ne sont toujours pas connues, ont refusé de se conformer aux dispositions légales relatives au fonctionnement des OSC. Et ont adopté un mode atypique de participation citoyenne. Ils vont vite se faire démarquer par leur mode opératoire : des sit-in pour dénoncer le problème de chômage, d'accès à l'eau potable, du coût élevé des biens de première nécessité, et surtout la lutte contre tout changement de la constitution. Les jeunes de ces mouvements seront systématiquement traqués par le pouvoir. Leurs salut et enracinement proviendront du soutien tous azimuts dont ils ont bénéficié de la population, des partis d'opposition et de la communauté internationale.

Un autre mouvement citoyen des jeunes verra le jour, en 2014, un peu comme pour renforcer la lutte des jeunes de la LUCHA. C'est « Filimbi » (sifflet en swahili) qui est en fait une plateforme regroupant plusieurs organisations de jeunes, dont l'âge varie entre 20 et 35 ans. C'est la génération des jeunes congolais dont l'enfance était caractérisée par l'abondance grâce à leurs parents qui pour la plupart étaient des hommes forts du régime Mobutu et qui se retrouvent, à l'âge adulte, dans des conditions de



vie qu'ils n'acceptent pas. Son mode opératoire est un peu similaire à celui de la LUCHA. Cependant, le mouvement est à la fois plus virulent et plus contestataire que la LUCHA. Les jeunes de ce mouvement qui est dirigé par des fils des opposants³³ vont focaliser leur lutte sur l'organisation des élections dans le délai constitutionnel et surtout sans Joseph Kabila. Ce qui va leur valoir toutes sortes d'ennuis, notamment : menaces de mort, accusations de porter atteinte à la sûreté de l'Etat, clandestinité, exil, forte répression policière, arrestations et assassinats³⁴.

A côté de ces deux principaux mouvements citoyens, la RDC va connaître le foisonnement des mouvements citoyens dans toutes les provinces, dont les unes pro pouvoir et les autres, pro opposition. Il faut dire que les mouvements citoyens congolais se sont inspirés du mouvement « Y'en a marre » du Sénégal qui s'est opposé avec succès à la volonté du président Abdoulaye Wade de briguer un troisième mandat. Mais aussi du collectif « Balai citoyen » du Burkina-Faso, connu pour avoir réussi à mobiliser la société au point d'avoir obtenu le départ du président Blaise Compaoré qui tentait de faire modifier la Constitution afin de pouvoir briguer un cinquième mandat consécutif. Il va sans dire que les échos du succès de ces deux mouvements citoyens ont suscité admiration et enthousiasme dans de nombreux pays du continent, notamment en RDC, où des mouvements similaires existaient mais manquaient de visibilité et de reconnaissance. Grâce à l'Internet et aux réseaux sociaux, des liens se sont rapidement établis entre l'Afrique de l'Ouest et la RDC.

L'essor des mouvements citoyens en RDC traduit clairement la révolte des jeunes, principalement des jeune intellectuels, fraîchement sortis des universités, qui ne trouvent pas d'opportunités d'emploi et se voient condamnés à vivre dans la précarité faute d'un système politique qui puisse permettre leur intégration sociale et leur plein épanouissement.

A la révolte de ces jeunes intellectuels, il faut ajouter leur détermination

33 Filimbi est dirigé par Yungu Kiakwama, fils de Gilbert Kiakwama et Floribert Anzuluni, fils de Anzuluni Bembe Isolonyonyi, tous deux, des anciens dirigeants à l'époque du MPR et qui sont passés dans l'opposition sous le régime Kabila.

34 En juin 2018, Luc Nkulula, l'un des co-fondateurs de la Lucha a péri dans l'incendie de son domicile dans des circonstances alambiquées. Les enquêtes de la police nationale congolaise ont conclu à un incendie accidentel au moment où ses proches parlent toujours d'un assassinat politique, d'un crime d'Etat.



d'exercer toutes formes de pression sur les dirigeants politiques et leurs suppôts afin qu'ils prennent en compte, dans le cadre de leurs politiques publiques, les désidératas de la population dont les conditions de vie ne cessent d'aller en decrescendo.

Notons par ailleurs que l'essor des mouvements citoyens permet en même temps de comprendre que lorsque les jeunes prennent conscience de la précarité de leurs conditions de vie, et s'ils sont bien encadrés et soutenus par les acteurs étatiques et non étatiques, ils peuvent agir efficacement et obtenir des résultats escomptés. Voilà pourquoi il est nécessaire pour les gouvernants de tenir toujours compte des aspirations et des avis des jeunes dans la marche de la société pour gouverner allègrement.

Cependant, l'allure qu'ont pris les évènements et les réponses réservées aux demandes des mouvements citoyens par les gouvernants (répressions, menaces, arrestations, etc.) constituent des preuves irréfutables qu'ils n'ont pas été bien compris à défaut d'avoir été ignorés tout simplement. Ceci, soit parce que les dirigeants politiques avaient des intérêts à sauvegarder qui étaient en inadéquation avec ceux des jeunes. Soit alors ils avaient carrément brillé par l'incompétence, c'est-à-dire, ils étaient incapables de résoudre les problèmes posés par les jeunes.

Par ailleurs, les mouvements citoyens ont relevé le caractère fibrille de l'état d'esprit de nombreux jeunes intellectuels congolais, qui se manifeste par la facilité qu'on a de les manipuler ou de les opposer les uns contre les autres sur des points pour lesquels ils devraient plutôt avoir une position commune. Tous ne sont pas faibles. En réalité, les forts d'esprit, en petit nombre sont simplement noyautés par les faibles, qui sont en plus grand nombre. Ce rapport explique clairement pourquoi plusieurs manifestations ou mouvements de contestation des jeunes ont la caractéristique de feu de paille, c'est-à-dire, très vifs au départ pour s'éteindre, sans trop d'efforts, au bout de quelques minutes. Il est assez rare pour les jeunes congolais d'aller dans une action de contestation au-delà de 48 heures sans que les divergences et les contradictions n'apparaissent au grand jour entre les organisateurs d'abord et entre les organisateurs et leurs suppôts. Et ce n'est pas par hasard. Il y a généralement une main invisible qui agit pour les op-



poser. C'est pour dire, qu'il est assez facile, dans le contexte congolais, pour le leader politique cynique et foncièrement mauvais, qui veut conserver le pouvoir en marge des dispositions légales ou qui veut sauvegarder ses intérêts de passer outre les désidératas des jeunes, soit en les manipulant soit en les opposant les uns contre les autres.

§5. Les raisons qui poussent les jeunes de s'engager politiquement par le biais des mouvements associatifs

Nous avons recensé quatre (04) principales raisons qui favorisent l'adhésion massive des jeunes dans des mouvements associatifs ; ce qui leur permet ainsi de participer à la vie politique. Il y a en premier lieu l'oisiveté. C'est simplement le fait de tourner les doigts qui pousse généralement de nombreux jeunes de se réfugier dans le monde associatif, une présence qui leur offre un cadre propice de tourner les regards sur la gestion de la chose publique. La première revendication de ces jeunes est justement la demande d'amélioration de leurs conditions de vie, à travers notamment des politiques publiques qui promeuvent l'emploi. Il s'en suit des critiques de l'action gouvernementale et des actions revendicatrices lorsque leurs demandes ne sont pas satisfaites.

Il y a, en deuxième lieu, la facilité avec laquelle on peut créer une ASBL en RDC et l'absence de contrôle de ces dernières par les autorités compétentes. En effet l'assouplissement des mesures légales en matière de création et d'agrément d'une ASBL constitue un élément majeur dans le foisonnement des mouvements associatifs des jeunes. Un groupe de cinq à dix personnes, dès le départ, suffit largement pour monter un mouvement associatif, même si toutes les conditions exigées par la loi ne sont pas réunies. En outre, l'absence de contrôle sur la légalité et la viabilité de ces structures est un autre facteur de taille qui permet aujourd'hui à n'importe quel jeune qui le désire de faire fonctionner son mouvement associatif, parfois dans l'illégalité, sans la moindre inquiétude.

Il y a, en troisième lieu, le souci de contribuer au développement de la société. Notons que la dégradation presque continuelle des conditions de vie et ses conséquences ne laissent pas indifférents plusieurs jeunes. Conscients de leur rôle dans le processus de développement de la société, plusieurs jeunes se voient obligés d'agir. N'étant pas des gouvernants, ils passent par

des mouvements associatifs pour apporter leur pierre dans l'édifice de la nation. Ainsi initient-ils des projets de développement communautaire que certains financent grâce aux moyens qu'ils arrivent à mobiliser, non sans difficultés. Dans leur quête de soutien, ces mouvements tournent leur regard en premier lieu vers le gouvernement qui ne réagit pas toujours positivement à leur demande. Une part de leur salut provient des soutiens des partenaires de développement.

Ce qui nous permet de parler, en quatrième lieu, de divers soutiens des organismes internationaux aux mouvements associatifs des jeunes, comme un autre facteur qui justifie l'activisme politique des jeunes à travers les OSC. Le nombre d'organismes internationaux qui œuvrent dans l'éducation civique et politique en RDC ne cesse d'aller en crescendo. Ces structures internationales accompagnent moralement et surtout financièrement des structures des jeunes qui fonctionnent dans la légalité. L'accompagnement moral se traduit surtout en termes de renforcement des capacités des jeunes sur la gestion des projets, le plaidoyer, la mobilisation communautaire, l'engagement citoyen, le tracking des actions gouvernementales, le contrôle citoyen, les droits civiques et politiques des citoyens, etc. Toutes ces formations gratuites, sous forme des coachings stratégiques, révolutionnent et outillent remarquablement les jeunes congolais qui deviennent progressivement des acteurs très actifs de la société civile. Certains mouvements des jeunes bénéficient, en plus du coaching, des moyens financiers, qui leur permettent d'implémenter des projets de développement communautaire.

Section 3. L'engagement politique des jeunes à travers la musique

La musique est l'une des formes d'expression les plus utilisées par des jeunes pour prendre part au débat politique. Un focus sur la musique engagée, les artistes et leurs œuvres nous permettra de cerner la dimension de l'engagement politique des jeunes par le biais de la chanson.



§1. La musique : un moyen d'expression des jeunes

La musique est l'art le plus populaire, le plus attractif et le plus dynamique en RDC. Il faut vite distinguer la musique moderne, dite profane, la musique traditionnelle et la musique chrétienne. On retrouve dans pratiquement tous les quartiers de Kinshasa, dans chaque église et dans chaque groupe ethnique, des groupes musicaux ou folkloriques qui se battent pour se faire connaître et faire connaître leurs œuvres afin d'avoir une envergure nationale. Dans ce monde très concurrentiel, très peu de groupes arrivent à se hisser au sommet de la notoriété, avec des œuvres qui laissent des empreintes et qui galvanisent des foules.

Connue comme une musique qui loue la femme, les voitures, les vêtements et les hommes riches, les jeunes musiciens congolais s'efforcent de rester prisonniers de cette ligne, pour forger leur notoriété et se faire surtout l'argent au prix du succès. Ainsi, les jeunes musiciens qui essaient d'émerger ou qui sont au sommet de la gloire et du succès, prennent le soin d'éviter tout engagement politique afin d'éviter le feu du régime, à défaut de vanter, contre espèces sonnantes et trébuchantes, les mérites des dirigeants dans leurs tubes. On le sait : la critique et les pics ne sont pas tolérés par les acteurs politiques et sont surtout par eux sévèrement sanctionnés.

Certains jeunes ont pris ou prennent malgré tout le risque d'évoluer à contre-courant, avec des chansons contestataires et très engagées qui mobilisent des citoyens sur la dégradation des conditions de vie, la gouvernance chaotique du pays, l'incurie des dirigeants et surtout sur la nécessité d'agir pour le changement de paradigme de gestion de la chose publique.

Il faut noter qu'il y a des jeunes, des parfaits inconnus, sans pour autant être des musiciens professionnels, qui composent des morceaux de chansons qui deviennent des hymnes de la contestation politique. Des chansons qui ne passent pas par les studios d'enregistrement et qui ne sont pas promues par les médias mais qui sont subitement connues et reprises en chœur par la population et chantées dans des stades, dans des cortèges funèbres ou lors des manifestations publiques.

§2. Regard sur quelques chansons engagées et leurs auteurs

La musique engagée des jeunes artistes a pris de l'ampleur en 2016. Nous sommes dans une période au cours de laquelle l'actualité politique est dominée par les tentatives de la Majorité Présidentielle d'obtenir un nouveau mandat pour Joseph Kabila alors que la constitution ne lui offrait pas cette possibilité. Un jeune musicien va se démarquer durant cette période. Il s'agit d'Alain Chirwisa, alias Alesh³⁵, un rappeur engagé, originaire de la province orientale.

Pendant ce temps, une chanson, sinon un simple refrain « *Kabila oyebe-la ; mandat esili*³⁶ », dont l'auteur compositeur n'est pas connu, devint la chanson fétiche des jeunes dans toutes les manifestations publiques. Cette chanson que l'on peut considérer comme un message fort envoyé à Joseph Kabila et son entourage a pu mobiliser l'opinion publique nationale sur le refus d'un troisième mandat pour le chef de file de la majorité présidentielle, qui finit par céder au bout du compte.

Revenons à Alesh pour parler de l'une de ses chansons à savoir « Mokonzi oza motema mabé », qui se traduit par « le chef a un cœur tortueux ». Il s'agit d'une chanson sortie en 2017 dans laquelle il dénonce l'incompétence et la mauvaise foi des autorités politiques. Il ira jusqu'à demander au président Kabila, par une métaphore interrogative, de quitter le pouvoir. Il ira : « akokende to okokende te ? Ako kende ! »³⁷ et « nini yango esila ka te ? Même bible esila ! ».³⁸

En 2018, le même Alesh est revenu à la charge, avec une autre chanson « bi-loko ya boye », qui veut dire : « des choses pareilles », un véritable réquisitoire contre la gouvernance politique de la Majorité Présidentielle. L'artiste peint dans cette chanson la situation catastrophique du pays : l'injustice, les violations systématiques des droits humains, la hausse des prix des biens de première nécessité, le chômage, etc. Il demande aux membres du gouvernement de faire leur travail au lieu de passer le clair de leur temps dans des futilités.

35 Alesh est né le 08 avril 1985. Jeune Afrique Magazine, « En RDC, Alesh donne le tempo », in www.jeuneAfrique.com, page consultée le 21 août 2022.

36 Kabila prend tes dispositions pour partir car ton mandat est arrivé à son terme

37 Partira-t-il ou pas ? Il partira !

38 Qu'est-ce qui est éternel ? Même la bible a un dernier chapitre !



L'artiste-rapporteur Alesh a usé de son courage de jeune pour mobiliser et sensibiliser l'opinion contre les tentatives d'un troisième mandat que recherchait le camp Kabila. Il avait ainsi rejoint, par la chanson, la lutte de l'opposition politique. Ce qui lui a valu toutes sortes d'ennuis et même la clandestinité. Il sera malgré tout récompensé par la reconnaissance nationale et internationale de son talent et de son combat pour la consolidation de la démocratie congolaise. Il est devenu par conséquent celui qui aura inspiré de nombreux jeunes pour s'engager, eux aussi, sur la voie de la musique engagée.

Outre Alesh, l'on peut aussi citer Elvis Bob, Yuma Dash, Zozo Machine, Daphin Idengo, Muyisa Nzanu. Tous ces jeunes sont devenus des porte-étendards de la musique engagée en RDC. A ces jeunes qui sont aujourd'hui connus, il faut ajouter d'autres non connus, en grand nombre, qui mobilisent et sensibilisent sur les questions politiques, autant qu'ils peuvent, dans leurs milieux de vie respectifs. La musique est devenue leur moyen d'expression par excellence et un canal efficace pour atteindre les décideurs.

Ce qui nous amène à parler d'un groupe des jeunes de la commune de Matete, dénommé Musique Populaire de la Révolution (MPR), qui s'illustre particulièrement dans une musique engagée. Ce groupe que dirigent Yuma Dash et Zozo Machine s'est fait parler de lui à travers la chanson « nini to sali te », en français, « quel effort n'avons-nous pas fourni ? », qui a totalisé 3,6 millions de vues sur Youtube, depuis sa sortie en novembre 2021. Cette chanson qui a secoué l'univers politique congolais retrace les réalités auxquelles la jeunesse congolaise fait face : chômage, avenir incertain, incapacité de se prendre en charge et une condamnation à une vie de misère. Au-delà de se plaindre sur la situation générale du pays, la chanson pointe du doigt le chef de l'Etat qui n'arrive pas, selon ses compositeurs, à tenir ses promesses électorales.

Daphin Idengo et Muyisa Nzanu, deux artistes musiciens de Goma, se sont distingués quant à eux à travers la chanson : « ce n'est pas normal ». Cette chanson qui a secoué l'opinion publique dans la province du Nord Kivu est un rappel, dans un style accusateur et moqueur, des promesses

électorales que le candidat Félix Tshisekedi, devenu président de la République en 2019, avait faites à la population de l'Est en général et à celle du Nord Kivu en particulier. Parmi ces promesses que reprend la chanson, il y a notamment l'installation de l'Etat-major Général de l'armée dans l'Est jusqu'à la fin de la guerre, la fin des massacres des populations de Beni, le rétablissement de la paix et la sécurité. Non seulement la diffusion de cette chanson était interdite sur l'ensemble du territoire nationale par la Commission Nationale de Censure, les deux artistes musiciens ont été entre-temps arrêtés et condamnés le 28 décembre 2020 par le Tribunal de Grande Instance de Beni, à 20 ans de prison, pour outrage au Président de la République et démotivation des militaires en pleine guerre.

Comme on peut le déduire à ce niveau, quelques jeunes artistes musiciens congolais ont pris le risque et le courage d'abandonner la musique d'ambiance festive pour basculer dans la musique engagée. Ces jeunes dénoncent, critiquent et condamnent l'agir des dirigeants politiques qu'ils considèrent comme le principal estuaire du mal développement.

Outre la musique, le théâtre, la sculpture, l'écriture, la peinture, le ballet sont notamment des formes d'expression qu'utilisent plusieurs jeunes congolais pour participer à la vie politique. Plusieurs jeunes artistes congolais, même si leurs œuvres ne sont pas toujours bien connues, sont politiquement engagés. Il y a par contre des jeunes qui ont des talents exceptionnels qu'ils n'arrivent pas à valoriser à cause des mécanismes de censure qui ratissent large et d'une politique de répression qui découragent toute idée d'interpellation, de contestation ou de revendication à travers l'art. Le théâtre populaire par exemple qui a pris de l'ampleur dans la société congolaise n'est pas encore pris d'assaut par des jeunes courageux avec des œuvres de mobilisation et de sensibilisation de l'opinion.

Section 4. De la présence des jeunes dans les institutions politiques

Il va sans dire que plusieurs jeunes occupent des fonctions publiques, tant au niveau des exécutifs central et provinciaux et dans différents cabinets politiques qu'au parlement et dans des établissements ou entreprises pu-



blics. Il nous paraît dès lors intéressant d'identifier quelques-uns de ces jeunes, avant de chercher à savoir le mécanisme par lequel ces jeunes se sont retrouvés dans ces positionnements politiques et stratégiques. Mais aussi, car important est-il de savoir le rôle qu'ils jouent dans l'univers politique, la limite de leur influence dans le circuit décisionnel et ce qu'ils font pour la jeunesse qu'ils semblent représenter dans les institutions.

§1. Regard sur quelques jeunes qui sont dans les institutions

La présence des jeunes dans les institutions publiques congolaises est un sujet qui défraie la chronique. On estime que des jeunes ont souvent été bien servis dans les différentes institutions politiques, non pas seulement comme des collaborateurs des animateurs des institutions mais aussi en qualité d'animateurs à part entière à défaut d'avoir un mandat électif ou de suppléant dans l'une des chambres du parlement.

Commençons par le cabinet du président de la République où l'on peut dénombrer sans peine des jeunes conseillers dont l'âge varie entre 30 et 35 ans. Parmi ces jeunes conseillers, l'on cite notamment Ted Beleshayi, l'homme qui est presque omniprésent sur les réseaux sociaux, Francis Kayembe, Bibiche Kabengele. Il y a aussi des jeunes qui sont dans le pool informatique, au protocole et dans des services spécialisés de la présidence. On n'a pas besoin des lunettes spéciales pour constater leur jeunesse.

Le Président de la République, Félix Tshisekedi, accompagné d'une cinquantaine de jeunes entrepreneurs congolais, lors de la 5^e édition du forum des jeunes entrepreneurs d'Abuja, du 26 au 27 juillet 2019, dira, devant plusieurs chefs d'Etat africains ainsi qu'un panel d'entrepreneurs que son entourage est composé des nombreux jeunes qui œuvrent sans relâche pour la création d'un environnement propice au développement des entreprises.³⁹

Il en est de même pour le cabinet du premier Ministre où l'on retrouve des jeunes conseillers comme celui qui est chargé du climat des affaires et des réformes structurelles, Souleymane Kahuka, âgé de 34 ans. Notons que

³⁹ Discours du président de la république au forum d'Abuja le 26 juillet 2019. Copie disponible sur le lien <https://www.bing.com/search?q=5%C3%A8me+%C3%A9dition+du+forum+d%27abu-ja+avec+f%C3%A9lix+tshisekedi&cvid,> page consultée le 22 juillet 2022.



Sama Lukondo devint premier ministre alors qu'il avait 43 ans. C'est donc sans surprise que son entourage soit truffé de nombreux jeunes et des personnes de sa génération.

Au niveau du gouvernement central, les regards se tournent avant tout vers la benjamine de l'équipe ministérielle, la vice-ministre de l'Enseignement Primaire et Secondaire, Madame Aminata Namasia, âgée de 28 ans et célibataire. La vice-Ministre des finances, Madame Nsele Mimpa, 36 ans est parmi les jeunes que compte le gouvernement Sama. Le ministre de la Jeunesse Yves Bunkulu, 37 ans fait partie de ces jeunes qui accompagnent le Président de la République dans le gouvernement depuis 2019. On retrouve dans leurs cabinets respectifs des jeunes conseillers et des experts qui remplissent les bureaux d'études rivalisant en nombre les adultes.

Au niveau de la chambre basse du parlement, le nombre des jeunes députés n'est pas négligeable. Le réseau des jeunes députés nationaux compte 42 jeunes, âgés de moins de 35 ans. Ce qui veut dire que l'Assemblée Nationale compte environ 9 % des jeunes. Au niveau des cabinets des membres du bureau de l'Assemblée Nationale, l'on trouve également un nombre assez impressionnant des jeunes. Le cabinet du président Mboso, bien que septuagénaire, compte notamment ses trois jeunes fils dont l'âge est inférieur à 35 ans.

La tendance d'avoir des jeunes dans les institutions nationales s'observe aussi au niveau des institutions provinciales où des jeunes députés et ministres provinciaux ne sont pas à compter du bout des doigts. Dans la province du Kongo Central par exemple, le vice-gouverneur Grâce Bilolo est âgée de 28 ans. Le vice-gouverneur du sud Ubangi, zephirin Zabusu est quant à lui âgée de 34 ans. Les cabinets ministériels et des commissaires provinciaux sont composés aussi des jeunes.

L'idéal aurait été de dresser un tableau synoptique qui reprendrait tous ces jeunes qui évoluent dans les institutions, les postes que chacun d'eux occupe, temps passé dans la fonction, les fonctions antérieures et le lien ayant permis la connexion politique. Le tout assorti d'une explication dialectique. Pareils détails permettraient la meilleure appréhension de la



présence des jeunes dans les institutions dans toutes ses ramifications. Mais comme on le sait pertinemment bien, les cabinets politiques, dans le contexte congolais particulièrement, sont des endroits où les données sur le personnel politique ne sont pas toujours disponibles ou quand bien même elles le seraient, leur authenticité devrait être clairement établie de peur d'être délibérément désorienté. Aussi, la grande mobilité dudit personnel et le phénomène des cabinets biológico-politiques nécessitent une approche d'analyse qui devrait aller bien au-delà d'une simple présentation. Par ailleurs, il n'y a pas que des institutions nationales, les provinciales sont aussi du nombre. Un tel exercice devrait donc faire l'objet d'une autre analyse au regard de l'ampleur et de la complexité du travail à abattre et du temps que cela exige.

Ceci pour autant dire que plusieurs jeunes occupent des fonctions importantes dans l'entourage des autorités nationales et provinciales. Chacun d'eux joue son rôle dont l'efficacité ne peut être évalué que par celui qui l'emploi.

Notons que bon nombre d'entre eux sont très disciplinés, responsables, matures, discrets et font la fierté de la jeunesse dans les institutions. Ils sont considérés comme des modèles sur qui le pays peut compter tant qu'ils font preuve de responsabilité exemplaire.

Il y a d'autres par contre qui jouent aux parvenus et tiennent à montrer, un peu comme pour s'auto-valoriser, ce qu'ils sont devenus grâce à la politique. Ceux-là sont facilement reconnaissables déjà à partir de leurs véhicules où est arboré juste au coin gauche du pare-brise, l'insigne de laissez-passer, qui met en exergue le cabinet politique où ils travaillent. Certains d'entre eux s'illustrent carrément dans la honteuse pratique du snobisme, cachant très mal leur immaturité. Toutes leurs acquisitions en biens meubles et immeubles et les voyages touristiques dans des conditions des privilégiés sont systématiquement postés sur les réseaux sociaux. D'autres encore, avec des dents au lait, vont plus loin en publiant des images où ils exposent des billets verts sur lesquels ils marchent, dorment ou laissent à la merci des enfants. Certains de ces jeunes politiques, dans leur étourdissement, prennent régulièrement d'assaut les boîtes de nuit où ils boivent, dansent



et jouent au plus friqué en dépensant l'argent à la folie, dans une forme de compétition entre eux. Pour couronner leur succès, ces jeunes membres des institutions politiques, qui forment une nouvelle classe sociale des nouveaux riches, recourent aux services des artistes musiciens qui prennent le soin de chanter leur louange, le phénomène « libanga », comme on le dit à Kinshasa.

§2. Le mécanisme d'accès au pouvoir par les jeunes

L'on peut à présent s'interroger sur le mécanisme qui permet aux jeunes de se retrouver dans l'espace politique. Nous avons pu recenser trois éléments clés à cet effet, à savoir : les relations familiales, la compétence et la loyauté à un mentor et les efforts personnels.

2.1. Les relations familiales et amicales

Notons en premier lieu que plusieurs jeunes doivent leur position dans les institutions politiques aux relations familiales qu'ils entretiennent avec les leaders politiques. Ces derniers, dans le cadre du partage des dividendes politiques, pensent d'abord à leur propre progéniture avant de tourner les regards vers les autres membres de famille (épouse, nièce, neveu, cousin, beau-fils, maîtresses, etc.) et les recommandés de ces derniers.

Il est en effet curieux de constater que dans pratiquement tous les cabinets politiques, les postes d'assistant particulier, de chargé de missions, des protocoles, d'intendant et de conseiller financier, des postes réservés au ministre lui-même, sont systématiquement réservés aux membres de la famille. Certaines autorités vont jusqu'à placer leurs enfants qui sont encore aux études pour occuper l'un des postes ci-haut mentionnés. Pour les autres postes du cabinet qui dépendent généralement du parti, on y trouve des recommandés, dont certains doivent aussi leur place aux liens familiaux du chef du parti.

L'Assemblée nationale par exemple compte, selon une étude réalisée par l'Institut International des Républicains⁴⁰, 146 suppléants (tous ne sont pas des jeunes évidemment) qui sont fils ou filles biologiques, épouses, maî-

40 Institut International des Républicains (2020), *Analyse politique et économique de la République Démocratique du Congo*, Document inédit, Kinshasa, p.56.



tresses, nièces ou neveux des élus décédés ou de ceux qui ont été promus à d'autres fonctions politiques. Cette manière de propulser avant tout les membres de la famille dans les institutions politique est un phénomène que nous avons qualifié de famille biológico-politique.

La pratique de privilégier les membres de la famille dans le cercle des autorités politiques et dans les institutions ou établissement public qu'elles contrôlent est prise par le fait qu'elle leur permet de donner l'emploi aux membres de famille qui en manquent. Aussi leur donne-t-elle une certaine sécurité politique et psychologique par la présence des personnes qui ne sauraient les trahir ou leur faire du mal dans un pays où les coups bas sont légion. Mais également, cette pratique est une manière de préparer les enfants d'entrer et de rester dans le système politique qui offre tant d'avantages en termes des conditions de vie et de sécurité sociale.

Les relations amicales interviennent aussi dans la promotion politique des jeunes, à travers le jeu des recommandations entre leaders politiques ou entre les leaders politiques et leurs amis dans le cadre des affaires, de la confrérie ou de tout autre rapport social. L'acteur politique accepte ainsi de prendre dans son entourage, au nom d'une certaine amitié, un jeune qui peut vraisemblablement être un membre de famille de celui qui recommande. « *Je t'envoie ton enfant pour que tu puisses l'encadrer en politique* », dira un homme qui voudrait que son ami politicien accepte de prendre son fils dans le cabinet politique. C'est pour dire que les recommandations sont devenues une porte d'entrée en politique des jeunes dont les parents ne sont pas des acteurs politiques mais qui sont des amis de ces derniers.

Notons par ailleurs que certains jeunes, en dépit de l'écart générationnel, entretiennent des relations amicales avec des leaders politiques. D'autres par contre, sont des amis des jeunes acteurs politiques ou des enfants des acteurs politiques. Mais en politique, surtout dans le contexte congolais, on ne prend pas n'importe quel ami à ses côtés. On accepte d'intégrer un ami dans son cercle en fonction du degré de relation amicale, de la confiance ou de la reconnaissance pour un bienfait rendu.

2.2. La compétence et la loyauté à un mentor

Outre les réseaux familiaux et amicaux, plusieurs jeunes doivent leur position politique aux relations de confiance et loyauté qu'ils ont réussies à tisser, de manière toute particulière, avec certains leaders politiques, qui deviennent finalement leur mentor. A la base de cette relation, il y a la compétence, les valeurs morales remarquables, un courage exceptionnel ou la reconnaissance pour des services rendus. Ces jeunes ont ainsi marqué des leaders politiques qui ont pris le soin de les intégrer dans leur entourage. Très souvent, il s'agit des jeunes disciplinés et compétents qui s'efforcent, tant qu'ils peuvent, de rendre service à l'autorité qui les emploie.

Comme l'on peut le déduire à ce niveau, les jeunes qui se retrouvent dans l'entourage des leaders politiques le sont plus par favoritisme ou clientélisme que par la méritocratie. Certains sont donc incapables d'évoluer en l'absence de leurs parents à qui ils doivent tout et de qui dépend leur présence dans les institutions. Par contre, des jeunes recommandés en dehors du cercle familial ou amical sont un peu plus méticuleux, disciplinés et travailleurs. Ils sont, pour certains, combattus par les jeunes membres de famille du leader qui trouvent en eux une menace pour leur propre évolution.

2.3. Les efforts personnels des jeunes

Plusieurs jeunes doivent leur présence en politique par le fruit de leurs propres efforts. N'ayant pas de parents ou des circuits politiques, ils se sont battus tout seuls pour occuper une place dans l'univers politique. Mais pour y arriver, ces jeunes ont dû faire face à plusieurs obstacles : le manque de moyens financiers, le verrouillage du système politique par les aînés qui les combattent et l'absence d'un système éducationnel et culturel qui promeut un renouvellement usité de la classe politique.

Il faut indiquer que l'université et le processus électoral ont donné à ces jeunes la possibilité d'entrer en politique. En effet, plusieurs jeunes acteurs politiques ont commencé leur activisme à partir de l'université où ils se positionnaient déjà en leaders des étudiants. Ce qui leur a permis, à travers un certain nombre d'activités, de se tailler une notoriété et surtout une ex-



périence politique. Ces deux éléments leur ont offert la possibilité de créer des structures politiques informelles qui ont fini par devenir des partis politiques ou des organisations de soutien politique. Grâce à leur intrépidité, ils ont réussi à se faire connaître au point de bénéficier des soutiens populaires et politiques. Leurs efforts ont été couronnés généralement après le succès électoral qui a ouvert pour eux les portes de l'Assemblée Nationale et des salons politiques.

Section 5. De l'engagement politique des jeunes filles

La place de femme dans la société congolaise en générale et dans l'espace politique en particulier a toujours été garantie, en dépit des pesanteurs culturelles. La Constitution de la RDC reconnaît clairement le droit des femmes à la participation politique et fait mention d'une représentativité équitable au sein des institutions à tous les niveaux. Il est vrai que la parité entre la femme et l'homme, une exigence constitutionnelle, demeure encore un combat qui mobilise les femmes congolaises.

Les femmes congolaises luttent autant qu'elles peuvent pour assurer leur présence dans les institutions d'une part et pour faire entendre leur voix sur toutes les questions de la vie publique d'autre part. Ainsi encourage-t-on les femmes à adhérer dans les formations politiques à défaut de créer les leurs. D'autres femmes ont opté d'œuvrer dans des structures congruentes de la société civile pour participer à la vie politique.

Les résultats de la lutte des mouvements féministes congolais sont aujourd'hui palpables et encourageants dans l'univers politique congolais. Ils se traduisent globalement en termes de la reconnaissance des droits civils et politiques de la femme congolaise et de changement progressif des mentalités au niveau de la société où l'on considère désormais la femme comme une actrice et une partenaire politique au même titre que l'homme. Ainsi par exemple, s'appuyant sur l'article 14 de la constitution, la nouvelle loi électorale n°22/029 du 29 juin 2022, modifiant et complétant la loi n°06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielles, législatives, provinciales, urbaines et municipales et locales prévoit



le non-paiement de la caution électorale de la liste qui aligne au moins 50% des femmes aux élections législatives et provinciales.

C'est à ce contexte de lutte pour l'émancipation de la femme et de sa participation politique qu'il faut situer l'encadrement des jeunes femmes congolaises. Celles-ci sont systématiquement encouragées à s'engager au même titre que les hommes. Il n'est donc plus rare de voir les jeunes femmes comme cadres et militantes des partis politiques. Les femmes prennent aussi d'assaut les rues dans le cadre des manifestations politiques. Les jeunes femmes pilotent aussi des OSC avec compétence et bravoure. Tout comme, les jeunes dames sont aussi présentes dans les institutions politiques, jouant des principaux rôles et imprimant leur marque. C'est pour dire que la jeune femme congolaise s'engage aussi en politique même si plusieurs d'entre elles restent encore sous l'ombre de l'homme en attendant leur totale émancipation.

Malgré cette réalité, il sied de noter que les jeunes femmes doivent encore fournir beaucoup d'efforts pour commencer à rivaliser les jeunes hommes tant dans les partis politiques que dans les OSC. Pour cela, les jeunes dames doivent être aussi compétitives que les jeunes hommes. Car c'est plutôt le plus dynamique, le grand stratège et le mieux connecté qui occupera l'espace politique, qui influencera les décisions politiques et jouera un rôle important en politique; et ce, peu importe le sexe.

Section 6. Critiques et perspectives de l'engagement des jeunes en politique

Il se dégage de l'analyse de l'engagement politique des jeunes quelques constatactions qu'il est intéressant de mettre en évidence dans la présente section. Ces principales constatactions seront complétées par un ensemble des recommandations qui visent à améliorer la participation politique des jeunes en RDC.

§1. Critiques de l'engagement des jeunes en politique

Peut-on dire que la présence des jeunes dans l'univers politique ou l'action des jeunes sur les politiques contribuent à une transformation sociétale à travers l'amélioration de la gouvernance en RDC? Cette question impor-



tante à double volet permet d'analyser en premier lieu le sens à accorder à la présence des jeunes dans les institutions politiques et en second lieu, la finalité des actions des jeunes en termes d'accompagnement, de soutien, d'interpellation ou de contestation des dirigeants politiques et des politiques publiques qu'ils implémentent.

Ceci pour autant dire, en premier lieu, que le rôle que jouent les jeunes dans la politique ainsi que leur préparation dans le leadership et la formation politique constituent les préoccupations en RDC. Il est nécessaire, pour les cerner, de partir des mécanismes d'accès au pouvoir par les jeunes.

Les jeunes qui doivent leur position politique aux relations familiales ont tendance, toute proportion gardée, de briller par l'incurie doublée d'une incompétence notoire. Cette situation s'explique par le fait que des jeunes qui sont propulsés en politique, sans compétence particulière et sans expérience ne sauraient apporter un véritable changement. Déjà, le simple fait pour eux de savoir qu'ils ne sont pas à leur place ou ne méritent pas les fonctions qu'ils occupent constitue le premier handicap. Ils vont dès lors se débrouiller ou suivre à la lettre les instructions et recommandations de leurs mentors auxquelles obéissent souvent à des intérêts particuliers.

Notons, pour déduire à ce niveau, que les fonctions politiques ne donnent pas l'intelligence à celui qui en est dépourvu, ni l'autorité à celui qui n'a pas été préparé, moins encore la compétence à celui qui n'en a pas. Comme qui dirait, ce n'est pas la fonction qui fait l'homme ; c'est plutôt l'homme qui fait la fonction.

Par contre, ces braves et courageux jeunes qui se retrouvent dans l'espace politique par le biais de leurs propres efforts sont souvent, malgré leurs bonnes idées et la volonté farouche de changer les choses, limités par le système politique qu'ils trouvent en place ou sont sérieusement combattus par les conservateurs, des vieux loups qui sont généralement mieux assis financièrement et politiquement qu'eux.

Par insuffisance des marges de manœuvres et parfois par manque de réflexes stratégiques, ils ne trouvent donc pas de la possibilité de matérialiser leurs idées. Ainsi, pour ne pas disparaître eux-mêmes, ces jeunes coura-



geux finissent par se faire avaler par le système au point de tomber dans le conformisme et l'inactivisme.

En second lieu, il s'agit des jeunes que les hommes politiques utilisent comme des manifestants manipulables et des caisses de résonance pour participer à leurs activités politiques, répondre ou s'attaquer à des adversaires politiques ou tout simplement comme des troupeaux d'électeurs. Ces jeunes, sans indépendance d'esprit et visiblement empaquetés par la précarité de leurs conditions de vie, sont incapables de sortir d'eux-mêmes des sentiers bâtis pour changer leur agir politique. Il faut donc une force extérieure, en termes d'éducation civique et politique ou d'influence majeure des jeunes qui sont encore conscients pour qu'ils rejoignent la bonne barque.

A côté de ces jeunes des partis politiques manipulables et leurs suppôts, qui sont dans la logique d'accompagnement et de soutien aux autorités politiques, l'on retrouve d'autres, certes en nombre limité, qui s'efforcent, à travers des structures de la société civile et de l'art d'interpeller les dirigeants afin qu'ils apportent des solutions idoines aux problèmes sociétaux. La réponse à leurs nombreuses demandes et différentes formes de pression est souvent en dessous de leurs attentes. Il s'agit néanmoins d'une génération des jeunes responsables, dynamiques et particulièrement conscients de leur rôle dans la transformation sociétale. Ces genres des jeunes que l'on peut identifier dans tous les coins du pays constituent la base sur laquelle devrait se focaliser l'attention des leaders de la société civile pour maintenir leur flamme pour qu'elle ne s'éteigne pas à la suite des présentateurs de la vie auxquelles ils peuvent être soumis.

Cette double réalité permet de comprendre que l'engagement politique du grand nombre des jeunes est tout sauf constructif, préparatif et boosteur du changement sociétal. Ce qui donne lieu à une jeunesse globalement mal formée politiquement, dépourvue des valeurs morales et démocratiques intrinsèques et surtout sans modèles à suivre. Il est donc claire, dans ces conditions, que cette jeunesse, si elle se retrouve un jour aux commandes des affaires publiques, répètera les mêmes erreurs que leurs prédécesseurs et ce cycle de conformisme et l'inactivisme risque de pas finir un jour si l'on ne change pas la manière de faire aujourd'hui.



§2. Perspectives de l'engagement des jeunes en politique

Les jeunes sont souvent à l'avant-garde du changement à condition qu'ils soient conscients de leur rôle sociétal, de leurs droits et devoirs et agissent en connaissance de cause. Aussi doivent-ils être soutenus moralement, financièrement et matériellement afin qu'ils fassent preuve d'un leadership positif en s'engageant sur base des capacités et des compétences. Il est tout aussi important que cela soit de manière durable pour éviter le retour à la case de départ.

Tout doit donc commencer par l'attention que l'on doit accorder aux valeurs ingresques de la personne. C'est-à-dire, il faudra encourager une éthique positive et veiller à ce que les jeunes acquièrent et maintiennent des valeurs positives. Les jeunes doivent apprendre à être corrects, intègres, disciplinés, indépendants d'esprit, courageux et ne pas céder à la tentation des intérêts matériels et financiers égoïstes.

Ceci n'est pas du tout facile dans le contexte congolais d'aujourd'hui où plusieurs jeunes, s'inspirant de ce qu'ils voient et entendent, caressent le rêve de devenir des millionnaires par la politique.

Voilà pourquoi, à travers l'école, les églises, les formations spécialisées, les politiques publiques d'encadrement et de promotion de la jeunesse, un accent devrait être mis notamment sur le changement de paradigme comportemental des jeunes, la nature des relations entre jeunes et des pratiques des jeunes à l'endroit de la politique. Ce changement est fondamental pour que les jeunes ne soient pas comme ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui.

Par ailleurs, des jeunes pleinement conscients de leur rôle ne seront pas nécessairement poussés à agir. C'est plutôt cet agir qui devra être encadré stratégiquement pour éviter des dérives et des conflits intergénérationnels.

La question dans cette logique reste celle de savoir comment ceux-là qui ne donnent pas toujours de bons exemples peuvent aider les jeunes à assumer des rôles positifs et leur servir de mentor pour l'émergence d'une nouvelle génération des dirigeants ?

Face à cette question, l'on est vite tenté de recentrer les choses sur les jeunes eux-mêmes une fois de plus. Les jeunes devraient contribuer, par la réflexion et l'agir, à la réforme des partis politiques et s'assurer qu'ils participent aux processus décisionnels au sein de leurs partis politiques. Il faut vite reconnaître que ceci n'est pas facile dans le contexte congolais où les partis sont des biens privés des individus. D'où le sens qu'il faudra accorder aux plaidoyers des jeunes des mouvements associatifs et des ligues des jeunes, soutenus par des organismes d'éducation civique et politique pour le changement de la loi portant organisation et fonctionnement des partis politiques. Il faudrait une loi qui puisse notamment dépersonnaliser les partis politiques, redonner la place au respect des fonctions traditionnelles des partis, mettre fin au militantisme erroné des jeunes et décourager le factionnalisme et la prolifération des partis politiques. Encore faut-il que cette loi, une fois adoptée, soit aussi respectée.

Les jeunes des mouvements associatifs doivent quant à eux être encadrés, encouragés et soutenus pour qu'ils jouent efficacement leur rôle de groupe de pression. Il faudra absolument mettre fin aux associations de sous-traitance politique pour privilégier celles qui sont tournées vers des causes nobles, justes et nécessaires pour le développement harmonieux de la société. La construction des réseaux des jeunes totalement affranchis des jougs politiques, bien structurés et ayant des ramifications à l'interne et à l'externe est un idéal que doivent poursuivre les faisceaux d'organisations des jeunes qui n'existent que de nom et qui ne veulent subsister que par la prostitution politique.

Encourager les jeunes à utiliser l'art pour interpellier les dirigeants politique, sensibiliser la société sur des questions de développement, condamner des pratiques politiquement incorrectes est une autre manière d'engagement politique qu'il sied de promouvoir. Ce n'est pas le talent qui manque aux jeunes artistes congolais pour s'engager politiquement. C'est plutôt l'ignorance et la peur, deux monstres qui poussent à l'inertie qu'il faudra à tout prix abattre. Il revient aux mouvements associatifs des jeunes et des organismes d'éducation civique et politique d'aider les jeunes artistes, à travers des ateliers de formation et de sensibilisation, de basculer aussi vers la production des œuvres artistiques engagées.



Une autre manière de voir les jeunes s'engager en politique est d'améliorer leur participation aux élections. La RDC a renoué depuis 2006 avec des cycles électoraux plus ou moins régulier. Il est donc important d'encourager les jeunes à être des candidats d'une part et de les sensibiliser pour qu'ils fassent le bon choix électoral d'autre part. Ils peuvent également être encouragés à être des témoins ou des observateurs électoraux. Ainsi, des programmes d'éducation civique et électorale des jeunes, la mise en place d'un cadre de concertation CENI et organisations des jeunes et la préparation des jeunes au niveau des partis politiques sont des mesures idoines à prendre pour améliorer la participation des jeunes aux élections.

Remarquons que toutes ces recommandations visent à inciter les jeunes du monde rural, urbain ou de la diaspora, militants ou cadres des partis politiques, membres des OSC, étudiants et artistes à s'investir dans les problèmes qui entravent leur participation générale et ainsi à renforcer par ailleurs leurs capacités et leur confiance dans le but de participer positivement et efficacement à la politique. Ces recommandations placent les jeunes au centre de tout afin qu'ils soient eux-mêmes acteurs de leur propre engagement politique. Ceci ne voudrait surtout pas dire que les jeunes doivent être abandonnés à eux-mêmes. Un accompagnement du pouvoir public, à travers le ministère qui a la jeunesse dans ses attributions et des partenaires qui œuvrent dans l'éducation civique et politique est nécessaire pour avoir au Congo une nouvelle génération des jeunes leaders politiques et des OSC et des jeunes artistes engagés qui contribuent de par leur mode de vie et leurs actions à la consolidation de la culture démocratique et au développement de la société congolaise.

CONCLUSION

L'engagement politique des jeunes congolais date depuis la lutte contre la colonisation jusqu'à ce jour. Cet engagement a connu des moments de repli, surtout durant la deuxième République, avec le monopartisme sur un fond de dictature. C'est avec la transition démocratique en 1990 que les jeunes congolais ont repris d'agir, sans véritablement faire bouger les lignes. Entre-temps, l'activisme politique des jeunes s'est amplifié avec la régularité des cycles électoraux depuis 2006, le développement des nouvelles technologies de l'information et la communication, l'influence des jeunes des autres pays et l'adoption, au niveau international, des instruments juridiques qui mettent en exergue la participation politique des jeunes.

Dès lors, les jeunes cadres d'entreprises ou les chômeurs, les jeunes des partis politiques ou des mouvements associatifs, les jeunes croyants ou non croyants, les jeunes du monde urbain ou rural, les jeunes élèves ou étudiants, tous s'impliquent d'une manière ou d'une autre dans le champ politique. C'est justement ces différentes manières de s'engager en politique et les maigres résultats qui en découlent sur le plan de la transformation humaine et sociétale qui poussent à comprendre les réalités de l'implication de la jeunesse congolaise en politique.

La mauvaise formation, l'impréparation des jeunes, la manipulation des jeunes par des leaders politiques et les formations politiques et le déficit de la politique nationale sur l'encadrement et la promotion de la jeunesse semblent expliquer globalement les ratés de leur engagement politique. En effet, le système scolaire, les leaders politiques et les leaders des OSC, à travers l'éducation civique et politique et l'exemplarité forment la jeunesse sur les pratiques démocratiques et la gestion de la chose publique. Il s'agit en clair de préparer les jeunes à être prêts à assurer les responsabilités relatives à la gestion de la cité. Il y a donc l'école, les partis politiques et l'exemplarité qui interviennent dans la formation et la préparation des jeunes afin qu'ils s'engagent en politique de manière efficace.

Les partis politiques sont particulièrement des tremplins pour le recrutement d'un personnel politique professionnel (assistant parlementaire, membre de cabinet politique ou cadre d'entreprise ou d'établissement public) et la sélection des candidats aux élections. Les jeunes qui adhèrent dans un parti sont souvent écartés des postes de responsabilité et confrontés à l'absence de méritocratie et d'égalité des chances dans la gestion interne des partis. Il existe une réalité politique fondée sur le clivage familial, régional et amical qui n'encourage pas les jeunes à s'impliquer dans un projet politique national. Par ailleurs, les partis politiques n'assurent pas correctement l'une de leurs fonctions principales, à savoir l'encadrement et la mobilisation des jeunes pour une participation politique citoyenne. Au contraire leurs activités sont sporadiques, se limitant à l'approche des échéances électorales. Cette discontinuité et l'absence de proximité des partis politiques donnent le sentiment aux jeunes d'être des manipulés qui ne sont là que pour donner leurs voix permettant aux politiques opportunistes de faire carrière. Très souvent, pour participer à des meetings et manifestations politiques et propagandistes, les jeunes reçoivent des incitations financières pour les motiver. Les jeunes se voient ainsi inculquer la culture de la sébile tendue, de soumission aveugle, de l'égoïsme, du clientélisme et de l'inefficacité politique. Ces antivaleurs qui se constatent au quotidien dans le champ politique ne favorisent pas l'émancipation politique des jeunes.

Si les formations politiques ne permettent pas un engagement politique efficace des jeunes, l'école non plus n'aide pas les jeunes à jouer pleinement leur rôle politique. En principe, le système éducatif devrait être un cadre idéal de formation des jeunes à travers l'éducation civique et politique. Il est pourtant simple de remarquer un déficit de culture politique, des valeurs démocratiques et un engagement citoyens de nombreux jeunes tant pendant leur formation qu'après celle-ci. Le cours de l'éducation à la citoyenneté, de 45 heures, dispensé qu'en première année graduat (première licence système LMD) est très loin de favoriser l'apprentissage des valeurs citoyennes. Quant au cours de l'éducation civique et morale dispensé à l'école primaire et secondaire, il ne forme pas les jeunes au patriotisme et à l'engagement politique. Il s'agit plutôt d'un enseignement pour rendre les jeunes dociles et soumis aux autorités politiques. C'est pour dire que

l'école, dans le système éducatif actuel, forme pratiquement des semi-analphabètes politiques. Entendons par là des citoyens qui ignorent l'histoire de leur pays, leurs droits et devoirs civiles et politiques, les valeurs démocratiques, le sens du combat politique pour le bien-être collectif, etc.

Outre les formations politiques et l'école, il y a l'exemplarité qui constitue un élément important dans la formation et l'encadrement de la jeunesse pour un engagement politique responsable, actif et bénéfique à la société. C'est à ce niveau qu'il faudra indexer le rôle du ministère ayant la jeunesse dans ses attributions qui pêche par l'absence d'actions publiques efficaces en matière d'encadrement politique des jeunes. La jeunesse congolaise s'auto forme en politique ou, sinon, sa formation politique est abandonnée à la merci de qui le peut et ce, sous l'œil distrait du pouvoir public. C'est ce qui justifie notamment le fait que plusieurs jeunes n'aient point de références sûres au niveau étatique et se comportent souvent en adversaires du pouvoir public à qui ils ne doivent rien.

L'on doit constater, par ailleurs, que plusieurs jeunes sont pratiquement distants de l'univers politique à cause du piètre exemple que donnent les acteurs politiques, que ce soit lors des élections ou dans la gestion des affaires publiques. Certains d'entre eux s'illustrent par la gabegie financière, la corruption, le mercantilisme, le népotisme, le clientélisme, les coups bas, la théâtralisation de la vie publique et la démagogie, somme toute des antivaleurs qui caractérisent le monde politique congolais.

L'on se retrouve en face de deux types de jeunes par conséquent. Ceux qui adoptent lesdites antivaleurs aujourd'hui, qu'ils trouvent normales puisque que personne ne les remet formellement en cause, pour les reproduire sans doute demain aux jeunes qui seront en face d'eux. Et c'est cette tendance qui prend de l'ampleur et qui risque de devenir la règle dans la reproduction d'une élite aux valeurs politiques douteuses. Mais aussi, et c'est le second type, ceux qui veulent rester moralement corrects et rejettent carrément toute idée de s'engager dans la politique, un monde qu'ils considèrent comme étant pourri et corrompu. Pourtant, laisser la politique aux mains inexpertes et à ceux qui sont truffés d'antivaleurs est similaire au fait de confier un bus à un conducteur ivre. C'est pour éviter ce genre de



situation que l'on encourage, dans une démocratie, un engagement responsable, vigilant et émulateur des jeunes.

En démocratie, les jeunes ne s'engagent pas en politique qu'à travers les formations politiques. Il y a aussi des OSC et l'art qui leur permettent d'influencer l'évolution politique de la société. La RDC compte aujourd'hui plusieurs mouvements associatifs des jeunes à travers lesquels ils s'engagent politiquement. La politisation de certains de ces mouvements et la recherche immédiate des gains financiers par des jeunes qui les dirigent dénaturent le sens qu'il faut accorder à l'engagement politique de la jeunesse à travers les OSC. Le salut de ces mouvements provient de l'encadrement et de divers soutiens qu'ils bénéficient des organismes internationaux, spécialisés dans l'éducation civique et politique.

L'art dans sa diversité aurait pu contribuer aussi dans l'amélioration de l'engagement politique des jeunes. Cet important outil d'expression à la disposition des jeunes est quasiment sous-utilisé. Seuls quelques jeunes artistes musiciens, en dépit du marteau de la censure et des menaces des acteurs politiques qui n'acceptent guère leurs demandes, critiques et constata-tions, ont courageusement pris le risque de faire la musique engagée.

Il est encore possible, en dépit de la réalité actuelle, de changer le rythme et le mode d'engagement politique des jeunes en RDC. Pour cela, les formations politiques et l'école devraient revoir leur système d'encadrement et de formation de la jeunesse. De même, les partenaires qui accompagnent les jeunes des OSC dans le cadre de l'éducation civique et politique devraient, quant à eux, poursuivre leurs efforts pour maintenir une génération des jeunes éveillés et actifs. Le point de chute dans cette entreprise demeure la sensibilisation des jeunes. Ces derniers doivent se lever et prendre les devants pour assurer pleinement leur rôle dans la marche de la société. Les jeunes devraient dire non à n'être que des outils des politiciens, sans jamais être préparés à être des leaders, responsables et exemplaires surtout, à leur tour.

BIBLIOGRAPHIE

- BAERT Henry (2016), *Les déterminants de l'engagement politique. Vers de nouveaux répertoires*, EUE, Sarrebruck.
- BERNARD ROUDET (2012), « Qu'est-ce que la jeunesse ? » in www.cairn.info/revue-apres-demain-2012-page3htm, article consulté le 21 avril 2022.
- BOSHAB Evariste (2013), *Entre la révision constitutionnelle et l'inanition de la nation*, Académie Bruyillant, Bruxelles.
- FONDATION KONRAD ADENAUER (2019), *L'éducation civique pour une citoyenneté engagée en RDC*, KAS, Kinshasa.
- KIMPIANGA MAHANIAH (2013), *Kasa-Vubu, Lumumba et l'indépendance du Congo. 1956-1960*, L'Harmattan, Paris.
- KUNA MABA MAMBUKU Germain (2021), *Les techniques de plaidoyer*, IRI-RDC, Kinshasa
- KUNA MABA MAMBUKU Germain (2018), *La République Démocratique du Congo à l'épreuve d'une alternance pacifique. Les enjeux d'une lutte de re-composition de l'espace autoritaire*, Terabyte, Kinshasa.
- LAURENT LARDEUX, et VINCENT TIBERJ, *La démocratie à l'épreuve de la jeunesse. Une(ré) génération politique ?* [www.injep.fr, wpcontent / uploads/2021/03/IAS46IAS46_La-democratie-a-lepreuve-de-la-jeunesse.pdf](http://www.injep.fr/wpcontent/uploads/2021/03/IAS46IAS46_La-democratie-a-lepreuve-de-la-jeunesse.pdf), consultée le 23 avril 2022.
- MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS (2009), *Politique nationale de la jeunesse*, Kinshasa.
- MINISTERE DU PLAN (2020), *Plan National du Développement Economique et Social 2019-2023*, Kinshasa
- MULUMA MUNANGA (2008), *Sociologie générale et africaine : les sciences sociales et les mutations des sociétés africaines*, Paris, L'Harmattan.
- NGOMA BINDA & Alli (2010), *République Démocratique du Congo. Démocratie et participation à la vie politique : une évaluation des premiers pas dans la IIIème république*, OSP, Johannesburg,
- NGUDI KAMBA (2011), *La jeunesse catholique et l'engagement politique*, Edition Lumière, Kinshasa.



